



Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies

Rapport d'activité 1999

Avril 2000

Sommaire

AVANT-PROPOS	2
ADMINISTRATION / GESTION / PERSONNEL	3
Conseil d'Administration	3
Collège scientifique et commissions	5
Fonctionnement courant et personnel	10
Secrétariat.....	10
L'équipe permanente de l'OFDT	10
Gestion comptabilité : comptes financiers 1999	11
Extension des locaux.....	13
Informatique – travaux transversaux	13
LES ACTIONS 1999	15
Suivi des études en cours	15
Veille et amélioration des indicateurs	18
Repérage et analyse des sources d'indicateurs existants.....	18
Consolidation des observations en population générale.....	20
Amélioration des indicateurs de prévalence	21
Indicateur mortalité	21
Surveillance des tendances	22
TREND.....	22
SINTES	24
Evaluation des politiques publiques	27
Mise en place d'un mandat global	27
Suivi des évaluations spécifiques	27
APPRE	30
Le guide d'évaluation	32
Expertises	35
Expertise d'études	35
Interventions lors de conférences et séminaires	35
Diffusion et valorisation	36
Drogues et toxicomanies : Indicateurs et Tendances	36
La collection "bleue" : Les rapport d'études OFDT	38
"Livrets de connaissances et "Guide grand public" – MILDT	39
"Tendances".....	40
Internet.....	41
Le service de documentation.....	42
Travaux européens	44
Contrat REITOX 1999.....	44
Contributions aux travaux de l'OEDT	45
Groupe Poincaré.....	45
ANNEXES	46
Les études depuis la création de l'OFDT.....	46
Maquette de la nouvelle formule des études	50
Page de couverture et sommaire du rapport « Indicateurs et Tendances » édition 1999.....	51
Base de données indicateurs départementaux	54
Organigramme de l'OFDT au 31 décembre 1999	55
Lexique des abréviations	56

Avant-propos

L'année 1999 a constitué une étape importante dans la montée en puissance de l'action de l'observatoire. La portée de l'activité déployée, dont ce rapport retrace les grandes lignes, est le reflet du bon fonctionnement et de l'équilibre de ses trois instances de travail : son conseil d'administration, son collège scientifique et son équipe permanente.

Il convient, en premier, de remercier les administrateurs qui ont défini, à l'établissement, fin 1998, des orientations stratégiques claires pour les trois années à venir et qui lui ont pleinement donné les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

Il faut aussi souligner le rôle primordial joué par le collège scientifique et l'investissement corrélatif important consenti par chacun de ses membres. Par la mise en place de ses commissions spécialisées, suivant les grands axes de travail de l'Observatoire, le rôle du collège s'est encore accru cette année, donnant à l'établissement une rigueur et une crédibilité maintenant largement reconnues par ses partenaires.

L'ensemble des membres de l'équipe permanente doit être également remercié. Ils ont, avec dynamisme et compétence, assuré leurs tâches quotidiennes dans un esprit d'unité. Tous ont montré leur engagement au service public rendu par l'établissement. Cette équipe jeune, encore renforcée au début de l'année 2000, constitue un pôle d'expertise significatif sur lequel l'établissement peut s'appuyer pour faire face aux défis auxquels il sera confronté dans les années à venir.

Les traits saillants de notre activité ont donc suivi les orientations générales fixées par le conseil d'administration. On peut ainsi mettre en avant :

- *la finalisation de la consolidation du dispositif d'observation, en population générale, des consommations de produits psychoactifs et des perceptions et opinions des Français en la matière, dont les premiers résultats ont été rendus publics dès cette année ;*
- *la mise en place d'un dispositif novateur de surveillance des tendances sur les drogues et les contextes de consommation, avec les deux projets expérimentaux « Tendances Récentes Et Nouvelles Drogues (TREND) » et « Système d'Identification National des Toxiques Et Substances (SINTES) » ;*
- *la publication d'une troisième édition du rapport « Indicateurs et tendances », dont l'ampleur et la qualité témoignent d'une capacité accrue, pour l'Observatoire, à collecter et analyser les données existantes ;*
- *l'initialisation d'une démarche globale d'évaluation des politiques publiques, centrée sur le plan triennal du gouvernement, et d'une capacité d'expertise en matière d'évaluation de dispositifs particuliers.*

Tout ce travail n'aurait pu être mené à bien sans les contributions respectives des nombreux partenaires de l'Observatoire, donnant tout son sens à l'approche de travail en réseau qui lui est propre. Je tiens vivement à les en remercier.



Jean-Michel COSTES, directeur de l'OFDT

Administration / gestion / personnel

Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises au cours de cette année 1999 ; il a vu sa présidence changer lors de la première séance.

3 février 1999 :

- Approbation du P-V.
- Election d'un nouveau Président du Conseil d'administration.
- Mise en place d'un dispositif d'observation des tendances récentes et identification des drogues synthétiques.
- Chiffres clés sur les drogues et la toxicomanie.

16 avril 1999 :

- Approbation du P-V.
- Rapport d'activité : présentation, délibération n° 99-03, et approbation.
- Compte financier : présentation du directeur, de l'agent comptable, délibération n° 99-01 et approbation.
- Décision modificative n° 99-01 : présentation de l'agent comptable, délibération n° 99-02 et adoption.
- Nomination des membres du Collège scientifique de l'OFDT : présentation du président du Conseil d'administration, délibération et adoption de la liste des membres.
- Besoins en personnel (cf note jmc/nr/99.201) : présentation directeur de l'OFDT, délibération et adoption et approbation de l'ouverture de deux postes supplémentaires (détachement d'un nouveau statisticien et poste d'attaché de direction).
- Extension des locaux (cf note jmc/bl/nr/99.199) : présentation directeur de l'OFDT, délibération et approbation du principe d'extension.
- Projet SINTES : point d'information : Madame Maestracci.

24 septembre 1999

- Approbation du P-V.
- Plan triennal : évolution de l'OFDT, point d'information.
- Etat d'avancement des projets TREND et SINTES : point d'information.
- Présentation des moyens nécessaires au développement d'une capacité d'expertise propre à l'Observatoire en matière d'évaluation (note jmc/gp/99.522).
- Délibération n°99-04 : approbation de la décision modificative 99-02.
- Etude et publications (rapport drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances 1999), point d'information.

25 novembre 1999

- Approbation du P-V.
- Programme de travail OFDT 2000 (jmc/gp/99.650) : délibération n° 99-05 : approbation du programme de travail 2000.
- EPRD 2000 : délibération n°99-06 : approbation de l'EPRD 2000 de l'OFDT. Note de présentation et annexes (états des dépenses, prévision de fonds de roulement, bilan de réalisation des études, historique des conventions études, tableau détaillé des conventions).

Collège scientifique et commissions

La composition du collège scientifique de l'OFDT a été modifiée lors du Conseil d'Administration du 16 avril 1999 et un nouveau président a été élu lors de la réunion du Collège scientifique du 25 mai 1999. Ci-dessous, sont détaillées les compositions des deux collèges qui ont été en activité au cours de l'année 1999.

Collège scientifique de septembre 1996 à avril 1999

Président : Monsieur Roger HENRION

Membres nommés statutairement :

Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES) du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Monsieur **Gérard BADEYAN**

DCSSA
Monsieur **Jean-Dominique FAVRE**

CESDIP
Monsieur **René LEVY – Directeur**

Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
Monsieur **Georges FRAGA**

Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants (OCRTIS)
Monsieur **Dominique PECHEUX**

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)
Monsieur **Laurent TOULEMON**
Monsieur **Jean BEGUE**

INSERM
Madame **France LERT**

Membres nommés à titre personnel :

Monsieur **Sylvain DALLY**
Praticien hospitalier, professeur des universités

Monsieur **Alain EHRENBURG**
Maître de conférence ; Co-directeur du GDR 1106

Monsieur **Alain EPELBOIN**
Chercheur au CNRS

Madame **Claude FAUGERON**
Directrice de recherche au CNRS ; Co-directrice GDR 1106

Monsieur **Roger HENRION**
Professeur à la faculté –Port Royal

Monsieur **Claude JACOB**
Chef de service, praticien hospitalier inter-secteur CHS Jury les Metz

Monsieur **Pierre KOPP**
Professeur de sciences économiques à l'Université de Paris XII

Monsieur **Marc VALLEUR**
Praticien hospitalier au centre Marmottan

Monsieur **Gérard CAGNI**
Vice-Président TOXIBASE – Directeur de la SEDAP

Monsieur **Jean-Pierre DESCHAMPS**
Chercheur, Université de Nancy I

Monsieur **Bernard PAGES**
1^{er} Substitut, Chef de la 1^{ère} section du parquet du TGI de Paris

Collège scientifique 1999

Président : Monsieur **Claude GOT**

Membres nommés statutairement :

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)
Madame **Monique KAMINSKI**

Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Monsieur **Gérard BADEYAN**

Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants (OCRTIS)
Monsieur **Dominique PECHEUX**

Direction centrale du service de santé des armées (DCSSA)
Monsieur **Jean Dominique FAVRE**

Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)
Monsieur **Laurent TOULEMON**

Le service de statistique du ministère de la Justice
Sous direction de la Statistique, des Études et de la Documentation (SDSED)
Monsieur **Alain SAGLIO**

Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
Monsieur **Bernard DUSSAIN**

Service Technique de Renseignements Judiciaires de la Gendarmerie Nationale (STRJGN)
Monsieur **Joseph CANDALOT**

Membres nommés à titre personnel :

Monsieur **Sylvain DALLY**
Praticien hospitalier, professeur des universités

Monsieur **Alain EHRENBURG**
Maître de conférence ; Co-directeur du GDR 1106

Monsieur **Alain EPELBOIN**
Chercheur au CNRS

Madame **Claude FAUGERON**
Directrice de recherche au CNRS ; Co-directrice GDR 1106

Monsieur **Claude GOT** (Président du Collège scientifique)
Président de l'IRBA (Institut de recherche biomécanique et accidentologique) ; Vice-président du CEESAR (centre européen d'études de sécurité et d'analyse des risques)

Monsieur **Olivier GUERIN**
Avocat général de la cour de cassation

Monsieur **Claude JACOB**
Chef de service, praticien hospitalier intersectoriel CHS Jury les Metz

Monsieur **Pierre KOPP**
Professeur de sciences économiques à l'Université de Paris XII

Monsieur **Hugues LAGRANGE**
Chargé de recherche au CNRS

Monsieur **Antoine LAZARUS**
Praticien hospitalier, Faculté de médecine de Bobigny (UFR Léonard de Vinci)

Monsieur **Michel SETBON**
Chercheur au CNRS

Monsieur **Marc VALLEUR**
Praticien hospitalier au centre Marmottan.

Le Collège scientifique s'est réuni à quatre reprises au cours de cette année et à sa demande, un séminaire d'une journée a été organisé au mois de novembre :

1^{er} février 1999 (Président : Roger Henrion)

- Discussion pour le renouvellement du Collège scientifique
- Dispositif d'observation des tendances récentes et d'identification des drogues synthétiques (protocole SINTES réf. : as/nr/99.044, protocole TREND réf. : 99.046).
- Information sur les travaux en cours (rapport indicateurs et tendances, enquête en population générale, évaluations).
- Lettre « tendances ».

25 mai 1999

- Election d'un nouveau Président du Collège scientifique : Claude GOT
- Présentation des orientations de travail 1999-2001.
- Constitution des groupes de travail.

9 juillet 1999

- Rôle et composition des commissions. (cf : jmc/gp/99.336)
- Information sur le plan triennal de lutte contre la drogue et la toxicomanie et de prévention des dépendances.
- Validation finale du rapport drogues et toxicomanies – Indicateurs et Tendances 1999.

19 octobre 1999

- Présentation du programme de travail 2000 de l'OFDT (cf. : jmc/99.575).
- Valorisation de l'information à l'OFDT : projet pour l'an 2000.
- Procédure d'évaluation des rapports d'études commandités par l'OFDT et information sur le programme d'études.
- Point d'information sur la mise en place des commissions du Collège Scientifique.
- Préparation du séminaire du Collège scientifique du 30 novembre 1999.

Séminaire du 30 novembre 1999

La mise en place de ce séminaire, portant sur les concepts et items fondamentaux était très étroitement liée à la récente refonte du Collège scientifique et de la présence de nouveaux membres en son sein.

- Les études OFDT : quels publics ?
- Les produits de valorisation de l'OFDT (Indicateurs et Tendances / site internet / collection bleu des études)
- La validation des rapports d'études. Quelles procédures ?
- Le centre de documentation de l'OFDT : état des lieux sur les centres de documentation : Quelles études ou données nous font défaut ?

Cette année, cinq **commissions** ont été mises en place. Leur rôle est de formuler et de valider les projets en cours. Elles couvrent l'ensemble des activités et missions incombant à l'Observatoire :

1. Commission « Indicateurs »

Fonction

Analyser et valider les documents et données existants
Proposer des améliorations ou la mise en place de nouveaux indicateurs

Composition

Membres du collège scientifique (Claude GOT - *Président de la commission*- Gérard BADEYAN, Joseph CANDALOT, Jean-Dominique FAVRE, DOMINIQUE PECHEUX et Alain SAGLIO)

Rapporteur

Christophe PALLE

Autres membres

A définir par les membres de la commission en fonction des thématiques abordées. Pour ce qui concerne l'alcool et le tabac, la commission s'appuiera sur les groupes existants (IDA, IDT).

Objectifs

L'OFDT doit être à même de donner la mesure la plus exacte possible du phénomène des drogues et de leur usages. A cette fin, il lui appartient d'analyser les indicateurs existants et de suggérer les mesures propres à améliorer la qualité et la fiabilité des sources provenant des différents ministères et autres organismes.

Le champ de compétence de l'OFDT couvre dorénavant l'ensemble des produits psychoactifs : drogues, alcool, tabac, médicaments psychotropes. Son observation doit donc s'étendre progressivement du champ des drogues illicites à celui de l'ensemble des produits psychoactifs.

2. Commission «Enquêtes en population générale »

Fonction

- Orienter le travail effectué sur le dispositif global d'observation des usages en population générale, ce travail ayant été en grande partie accompli au cours de l'année 1998.
- Expertiser les projets en cours et valider les rapports des différentes études effectuées en population générale.

Composition

Membres du collège scientifique (Claude FAUGERON - *Présidente de la commission* Gérard BADEYAN, Jean-Dominique FAVRE, Monique KAMINSKI et Laurent TOULEMON)

Rapporteur

François BECK

Autres membres

L'expertise extérieure est mise à contribution régulièrement depuis le début du projet. Il s'agit en particulier de "méthodologues" et de spécialistes des questionnements sur les sujets sensibles.

3. Commission «Tendances récentes »

Fonction

- Valider les observations recueillies et leur analyse avant diffusion de l'information
- Repérer les tendances
- Orienter le travail

Composition

Membres du collège scientifique (Antoine LAZARUS - *Président de la commission*, Sylvain DALLY, Alain EPELBOIN, Claude JACOB, Dominique PECHEUX et Marc VALLEUR)

Rapporteur

Alice SARRADET

Autres membres

Les membres du collège constituent le noyau de la commission. Des experts externes sont nommés par le collège sur proposition du rapporteur. Ils seront choisis pour leur connaissance personnelle du domaine.

Objectifs

L'objectif est de connaître en temps réel l'évolution des consommations, de leurs modalités et de leurs conséquences, ainsi que la nature des produits qui circulent.

Il s'agit donc de mettre en place un double dispositif :

- Un "réseau de surveillance" qui joue un rôle d'information sur l'évolution des contextes d'usage, prenant en compte les dispositifs existants (CEIP ...),
- Le dispositif de recueil et d'analyses des produits qui circulent. Un tel dispositif permettra en outre de répondre aux exigences de l'action commune européenne sur les drogues synthétiques.

4. Commission « Evaluation des politiques publiques »

Fonction

- Orienter le travail effectué sur le dispositif global d'évaluation des politiques publiques et valider ses différentes étapes (mandat d'évaluation, rapports d'étapes, rapport final).
- Valider le rapport final des études évaluatives (réponse à une question d'évaluation, évaluation de dispositif particulier...).
- Expertiser les projets d'évaluation soumis à l'avis de l'OFDT.

Composition

Membres du collège scientifique (Michel SETBON - *Président de la commission*, Olivier GUERIN, Pierre KOPP et Hugues LAGRANGE).

Rapporteur

Jean-Michel COSTES

Autres membres

Il n'est pas, pour l'instant, envisagé de participation externe.

Objectifs

En matière d'évaluation, l'OFDT doit :

- Définir un cadre global d'évaluation des politiques publiques.
- Développer des méthodologies et des savoir-faire en s'inspirant, le cas échéant, des travaux étrangers.
- Mettre en place et suivre jusqu'à leur terme des évaluations d'actions publiques et des études ponctuelles et rapides qui s'inscrivent dans ce plan général.

5. Comité de rédaction «Tendances »

Fonction

- Déterminer une liste prévisionnelle annuelle des thèmes à aborder
- Valider le contenu de chaque numéro.

Composition

Membres du collège scientifique (Claude FAUGERON, Claude GOT, Monique KAMINSKI, Laurent TOULEMON et Marc VALLEUR)

Rapporteur

Abdalla TOUFIK

Autres membres

Thomas ROUAULT, Toxibase

Objectifs

Mettre à disposition des décideurs, professionnels avertis et chercheurs un suivi de tendances rétrospectif et prospectif régulier et global.

Fonctionnement courant et personnel

Secrétariat

Les tâches administratives se sont fortement accrues cette année compte tenu de l'augmentation des activités et du renforcement de l'équipe :

- Standard téléphonique
- Gestion du plan de classement général secrétariat
- Secrétariat de direction
- Gestion des réunions (salle, envoi des convocations, préparations des documents, etc.)
- Mises à jour de la base adresse
- Gestion des coursiers
- Travail de reprographie
- Gestion administrative du Conseil d'Administration et du Collège Scientifique
- Missions et réservations divers (train, hôtel,...) – 105 ordres de missions cette année
- Prise en compte et traitement des demandes d'informations diverses (fax, courrier, mail, téléphone).
- Diffusion de rapports.

Le secrétariat général est assuré par une personne. Il est renforcé de manière ponctuelle par les deux autres membres du secrétariat qui assurent des fonctions plus spécialisées (PAO et Technique).

Un renforcement du secrétariat général est programmé pour le début de l'année 2000, par l'ouverture d'un second poste.

L'équipe permanente de l'OFDT

Au 31 décembre 1999, l'équipe de l'Observatoire se composait de **19 permanents**¹ dont 5 postes occupés par détachement et mise à disposition et 14 CDI.

L'évolution de la situation du personnel a été la suivante :

Les changements poste pour poste :

- Secrétariat de direction
- Secrétariat technique.

Les nouveaux recrutements (99) :

- Attaché de direction

Les postes créés et non pourvus fin 1999 :

- Deux chargés d'études "Évaluation des politiques publiques"
- Un chargé d'étude "Enquête en population générale"

¹ Cf organigramme en annexe

Le Conseil d'administration du 25 novembre 1999 a prévu, dans le cadre de l'EPRD 2000, la création de quatre nouveaux postes :

- Un chargé d'étude sur le pôle "Indicateurs".
- Un chargé d'étude sur le pôle "Tendances récentes".
- Une documentaliste.
- Une secrétaire.

Gestion comptabilité : comptes financiers 1999

La comptabilité du groupement est tenue, selon les règles de la comptabilité publique, par un agent comptable nommé par arrêté (18 mai 1993) du ministère chargé du Budget.

L'Agence Comptable assure deux rôles :

1) Tout d'abord son rôle traditionnel de comptable, caissier et payeur :

- Contrôle de régularité et non d'opportunité des opérations et leur paiement ;
- Gestion des amortissements comptables ;
- Encaissement, vérification et recouvrement des recettes ;
- Production en fin d'année budgétaire du compte financier.

2) Par ailleurs, un rôle de gestionnaire en exécutant pour le compte de l'ordonnateur et sous son contrôle certaines tâches matérielles :

- Pour le service financier : élaboration et suivi du budget et des décisions modificatives, états de contrôle de gestion ; établissement des engagements comptables, des bons de commande, des liquidations et des mandats ; calcul et liquidation des frais de mission ; gestion des conventions d'études (établissement et suivi financier) ; gestion du prêt de matériel.
- Pour le service du personnel : établissement des contrats d'embauche, gestion des congés annuels et maladie ; élaboration et comptabilité des feuilles de paie, des charges sur salaire, ainsi que les déclarations mensuelles, trimestrielles, annuelles des charges.

Ces attributions de services gestionnaires et financiers au sens large, trouvent leur limite dans le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables. L'agent comptable ne peut en aucun cas empiéter sur le pouvoir de décision de l'ordonnateur. Ainsi, il lui est interdit notamment :

- de procéder à des engagements de dépenses tels que signature des bons de commande, passation
- de marchés, conclusion de contrats engageant l'établissement, acquisitions de biens, etc. ;
- de certifier le service fait ;
- de juger de l'opportunité.

La gestion de l'Observatoire se déroule dans le cadre d'un état des prévisions des recettes et des dépenses (EPRD) établi dans le respect de la réglementation budgétaire et comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial.

La comptabilité du groupement permet à la fois de rendre compte de la manière dont les prévisions ont été réalisées, et de retracer les flux financiers et patrimoniaux afin de permettre l'élaboration de résultats annuels significatifs ainsi que, le cas échéant, leur prolongement sur le plan analytique.

L'exécution de l'EPRD de 1999 de l'Observatoire se traduit en grandes masses de la manière suivante (voir tableau page suivante) :

Exécution des recettes en 1999

Subventions crédits interministériels "lutte contre la drogue et la toxicomanie"	6 484 kF
Autres subventions ou mises à disposition d'Etat	432 kF
Subvention OEDT	840 kF
Autres recettes	370 kF
Total recettes fonctionnement	8 126 kF
Total recettes en capital	599 kF
Total général des recettes	8 725 kF

Exécution des dépenses en 1999

Etudes et indicateurs	6 374 kF
Valorisation et diffusion de l'information	1 562 kF
OEDT	1 753 kF
Fonctionnement, services généraux	4 127 kF
Total des dépenses de fonctionnement	13 816 kF
Investissements, services généraux	618 kF
Total général des dépenses	14 434 kF

SOLDE* **- 5 709 kF**

** Ce bilan déficitaire est largement induit par le nouveau traitement comptable des reports d'études. Il vient en diminution du fond de roulement, qui s'élève à la clôture de l'exercice 1999 à 4 514 kF.*

Extension des locaux

Le principe d'extension des locaux de l'Observatoire a été approuvé lors de la séance du Conseil d'administration du 16 avril 1999².

Le Comité de décentralisation a rendu sa décision³ le 23 juillet 1999.

Deux scénarios avaient été présentés au Conseil : un déménagement vers de nouveaux locaux et un agrandissement des locaux actuels. La seconde solution a été choisie pour les raisons suivantes :

- réduction des coûts liées au non déménagement ,
- mise en place progressive du personnel,
- conservation de la bonne situation géographique de l'Observatoire (gares et aéroports bien desservis),
- agrandissement de l'Observatoire correspondant aux besoins prévus (bureaux supplémentaires,
- extension de la documentation et de la salle de réunion).

L'opération a donc consisté à étendre les 286 m² (escalier B, troisième étage) actuellement occupés par l'OFDT par la location d'une surface de 129 m² (escalier A, troisième étage) reliée par une porte. A ces surfaces s'ajoute 129 m² de l'escalier A au deuxième étage et la salle d'archive au quatrième.

Les locaux du deuxième étage étaient déjà rénovés. Néanmoins, le bailleur à pris à sa charge, le remplacement des prises téléphoniques ainsi que les travaux nécessaires pour abattre la cloison séparant la salle de réunion.

La remise en état des locaux du troisième (escalier A) ainsi que le câblage téléphonique sont à la charge du bailleur ; ils ont donc été effectués suivant les plans fournis par l'OFDT.

Détails du "chantier" :

- Travaux de cloisonnement des bureaux en prolongement de la nouvelle ouverture vers les anciens locaux.
- Raccordement réseau des deux surfaces (regroupement des liaisons EDF desservant le deuxième et le troisième étage des nouveaux locaux sur un seul compteur situé au troisième étage ; installation d'un interrupteur électrique général ; liaison réseau des deux surfaces par 7 câbles permettant de relier 56 prises réseau ou téléphonique ; pose d'alimentation sur les gâches électriques et pose d'une VMC).
- Travaux concernant la pièce du quatrième (salle d'archive).
- Travaux pour la documentation : la résistance au sol dans les immeubles neufs est légèrement supérieure à 200 kilogrammes par m², 150 kilogrammes par m² pour les immeuble anciens. Une documentation dépasse largement cette limite. Il a été procédé à l'accrochage au plafond de socle métallique par adjonction de poutrelles métalliques ancrées dans la structure du bâtiment.
- Installation d'une armoire de brassage supplémentaire.
- Achat de meubles supplémentaires
- Pose faux plafonds, moquettes, peinture, câblages...

Informatique – travaux transversaux

La base adresse

Un important travail sur la base adresse de l'Observatoire a été mené au cours de cette année 1999. Ce travail était un préalable indispensable au développement de la stratégie de valorisation de l'information. Il a mobilisé la quasi totalité de l'équipe :

- Vérification des adresses, noms d'organismes et personnes contacts,
- Intégration de la base de données de la MILDT,
- Améliorations fonctionnelles (architecture)

² note jmc/bl/nr.99.199 Projet d'extension des locaux de l'OFDT

³ Décision CD n° 10118

- Mise aux normes du routeur,
- Normalisation des adresses étrangères (codes postaux normalisés).....

La base de données SINTES

Le développement technique relatif à la base de données SINTES⁴ a été assuré par l'Observatoire. Les informations en provenance des douanes, de la police, de la gendarmerie et de nos partenaires socio-sanitaires sont structurées de façons différentes. Cela a nécessité un important travail de correspondance et de normalisation. Un outil développé sous ACCES permet de centraliser ces données. Des fonctions automatisées ont été développées:

- Mise en perspective des analyses avec les effets des produits (mise à jour par les CEIP)
- Impressions diverses ...

Une extraction sous SPSS permet d'expertiser de façon plus fine ces données.

Les informations issues de ces partenaires "socio-sanitaires" sont actuellement saisies sur l'application INTRANET de l'OFDT. Un traitement automatique intègre ces données dans la base SINTES. La police et les douanes envoient des supports électroniques qui sont intégrés à la base SINTES.

L'agenda électronique en réseau

Un agenda en réseau a été installé. Le personnel de l'OFDT a été formé à son utilisation. Cet agenda facilite en outre la prise de rendez-vous, le suivi et la gestion des vacances, des déplacements et le suivi du calendrier des différents projets de l'OFDT.

Le logiciel de payes

Un nouveau module "PAYE TITRE de RECETTE" a été installé. Il permet de prendre en compte les salaires au niveau du logiciel comptabilité. La gestion des salaires du personnel OFDT était avant l'installation de ce logiciel traitée "manuellement". Le volume de travail qu'engendre la saisie et le traitement des salaires, chaque mois, ont rendu cette méthode totalement obsolète.

Les mises à jour passage an 2000

Les ordinateurs (les 22 stations de travail et les 7 serveurs) ont été testés pour vérifier la compatibilité du matériel.

La version logiciel des 5 serveurs Unix et des 2 serveurs NT a été modifiée pour permettre de passer l'an 2000.

Les packs OFFICE Microsoft, le logiciel de messagerie et d'autres logiciels ont été installés sur tous les postes de l'OFDT.

⁴ cf p.24, Surveillance des tendances.

Les actions 1999

Suivi des études en cours

Les études sélectionnées à la suite de **l'appel d'offre de 1997** font l'objet d'un travail de suivi réparti entre les différents chargés d'études (en fonction de la thématique) et d'autres membres de l'équipe OFDT (suivi administratif et financier, mise en page et diffusion) :

- Surveillance des délais de remise des rapports intermédiaires et finaux,
- contrôle des pièces justificatives exigées pour l'envoi des fonds,
- négociation dans plusieurs cas de délais supplémentaires,
- recherche des personnes acceptant de relire les rapports conformément à la procédure d'évaluation des rapports définie et approuvée par le collège scientifique,
- envoi des rapports d'études et réception des rapports d'évaluation,
- recherche de solutions dans les cas litigieux, ce qui conduit un chargé d'études à relire de façon approfondie les éléments du dossier et à entrer en contact avec les auteurs de l'étude,
- concertation avec les rapporteurs et les membres du collège scientifique pour l'adoption d'une décision (proposition de modification sur la base des recommandations des rapporteurs, non publication, publication restreinte, proposition de complément d'étude),
- travail de maquette et de corrections en vue de la publication,
- concertation avec la MILDT pour le rendu public du rapport (les termes de cette dernière phase ont fait l'objet d'une procédure écrite, adoptée fin 1999)⁵.

Deux études menées suite à une demande de la MILDT (Etude sur les Pays-Bas et étude « Le consommateur de produits illicites et l'enquête de police judiciaire ») ont en outre occasionné un travail de définition du cahier des charges (entretiens préalables, rédaction de notes, réunions de travail), et de sélection des personnes susceptibles de mener la recherche. Ces deux études paraîtront au cours du premier semestre 2000.

⁵ Procédure d'évaluation, de communication et de diffusion des rapports d'études publiés sous la responsabilité de l'OFDT-mc/jmc/99.763.

Tableau récapitulatif : Etat d'avancement des études Appel d'offre 1997
(au 30/03/00)

N° d'ordre	Nom de l'étude	Organisme et Responsable	Publiée	Non terminée Remise du rapport final prévue	En cours d'évaluation par l'OFDT
97/01	Evaluation en milieu scolaire d'un programme de prévention primaire en matière de toxicomanie, proposition de mise au point d'un outil auprès de collégiens (15-16 ans)	INSERM Marie CHOQUET	P		
97/02	Etude de la dépense publique en matière de drogues	ARMI Pierre KOPP	P		
97/04	Incidence de la maternité sur la toxicomanie et interaction mère-enfant	HORIZONS Dr Jean EBERT		2001	
97/05	« Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité »	Villes et Mouvements Alain TARRIUS	P		
97/06	Suivi et évolution des patients toxicomanes en médecine générale	ARES Alain FONTAINE Françoise BACLE			EVAL
97/07	Etude des caractéristiques de la population fréquentant les programmes d'échange de seringues du point de vue démographique, social, de l'usage de produits licites et illicites et des pratiques à risques et de protection vis à vis de la transmission, des infections, particulièrement du VIH et du VHC.	INSERM France LERT	P		
97/08	Carrières, territoires et filières pénales -Pour une sociologie comparée du trafic de drogue	IFRESI Dominique DUPREZ		2 nd semestre 00	
97/09	Modes d'usage et comportement du cocaïnomanes consultant aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu de Paris : aspects cliniques et profil analytique	Urgences Médico-Judiciaires de l'Hôtel Dieu Université René Descartes Dr Odile DIAMANT-BERGER Pr GUYON	P		
97/10	Alcool, cannabis, ecstasy chez les 18-25 ans en Centre Bretagne	ALEAS Isabelle BOUARD	P		
97/11	Le coût social des drogues	ARMI Pierre KOPP		1 ^{er} semestre 00	

97/12	Etudes des filières-produits psychotropes à partir des soirées de musique « techno »	La Fondation des Sciences de l'Homme Michel SCHIRAY	P		
97/13	Evolution de la prise en charge des toxicomanes. Enquête auprès des médecins généralistes et comparaison 92-95-97	EVAL	P		
97/14 & 14bis	Les lycéens parisiens et les substances psychoactives : évolutions	Juliette BLOCH INRP Christine De PERRETI Nelly LESELBAUM	P		
97/15	Le mode d'administration intraveineux de l'héroïne en France	RESSCOM Michel JOUBERT		2 nd semestre 00	
97/16	Estimation locale de la prévalence de l'usage d'opiacés en France	ORMSIP Pierre-Yves BELLO	P		
97/17	Toxicomanie et délinquance : trajectoires pénales	CNRS/CESDIP Marie-Danièle BARRE		2 nd semestre 00	
97/18	Les urgences comme observatoire des complications aiguës des nouveaux modes d'usage et des nouvelles drogues	Hôpital Fernand Widal-Espace Murger Dr Anne-Marie PEZOUS		2 nd semestre 00	
97/19	Contribution ethnographique à l'étude de l'ecstasy	IREP Rodolphe INGOLD	P		
97/21	Injection intraveineuse de Buprénorphine haut dosage (Subutex®) par les usagers de drogue	REAMI Pr A. BOISSONNAS		2 nd semestre 00	
97/22	Psychotropes et dépendances : profil des consommateurs et trajectoires de leur comportements. Approche épidémiologique et sociologique d'une cohorte	Université NANCY I- Ecole de Santé Publique Michèle BAUMANN			EVAL

Veille et amélioration des indicateurs

Repérage et analyse des sources d'indicateurs existants

■ Base de données départementales :

A la demande de certains membres du groupement, des indicateurs départementaux ont été élaborés.

Pour répondre à ces demandes l'OFDT a mis en place une base de données départementale⁶ ; tout d'abord limitée aux drogues illicites puis étendue fin 1999 à l'alcool et au tabac (indicateurs de mortalité liés à ces deux substances).

La mise en place de cette base, en dehors de sa "création pure", a nécessité un important travail de recherche des données, auprès des organismes *ad hoc* (DREES, OCRTIS, IVS, etc.), ainsi qu'un travail de présentation et d'exploitation.

Les données de cette base sont envoyées aux membres du groupement et aux acteurs locaux qui en font la demande.

Cette base sera actualisée périodiquement et progressivement enrichie par de nouveaux indicateurs.

■ Commission "Veille et amélioration des indicateurs"

Une note identifiant les sources et les principaux problèmes à prendre en compte dans le domaine des indicateurs a été diffusée. Devant l'ampleur du champ (multiplicité des produits), la commission décide de s'appuyer sur les groupes IDA pour l'alcool, IDT pour le tabac et de prévoir la constitution d'un groupe similaire pour les drogues illicites.

■ Groupe IDA :

L'OFDT a participé à quelques unes des réunions du groupe IDA (Indicateurs **D**'Alcoolisation) au cours de cette année. Ce "rapprochement" s'inscrit bien entendu dans le cadre de l'ouverture du champ d'observation de l'OFDT aux drogues licites et donc de notre volonté de travailler sur les indicateurs liés à l'alcool.

Un projet de rattachement est en cours et devrait se concrétiser dès l'année 2000. Pour le groupe IDA, cela pourrait constituer une bonne opportunité, à la fois en termes d'infrastructure (réunions à l'OFDT) et de diffusion de ses données (via le site Internet notamment).

■ Répertoire des sources Statistiques:

L'OFDT a mis à jour le "Répertoire des sources statistiques"⁷. Cette année, le répertoire n'a pas fait l'objet d'une publication spécifique, mais son actualisation a été faite pour le site Internet. Chaque fiche, après mise à jour, a été envoyée aux "auteurs des sources" pour validation finale. Amélioration des indicateurs

⁶ cf. en annexe un extrait de la base de données : département de la Gironde .

⁷ "Drogues et Toxicomanie - Répertoire des sources statistiques", OFDT, éd.97.

■ Enquête de la DREES :

Un article a été préparé en collaboration avec un membre de la DREES, dans le but de présenter les résultats de l'enquête auprès des usagers de drogues pris en charge dans le système médico-social en novembre 1997 (à paraître dans la publication de la DREES, « Etudes et Résultats »).

■ Etude sécurité routière :

L'OFDT a contribué à la rédaction du cahier des charges concernant l'étude Sécurité routière.

Ce dossier est piloté par la Délégation à la Sécurité routière et la DGS. Le premier texte législatif, dit loi Gayssot (18 juin 1999) pose le principe d'un dépistage systématique de tous les conducteurs impliqués dans les accidents mortels de la circulation. Ce texte avait pour but de mettre en place une étude qui permettrait de déterminer s'il existe une corrélation entre prise de stupéfiants et accidents.

■ Rapport d'activité national des CSST:

Le bureau SP3 a souhaité exploiter de façon exhaustive les rapports d'activités normalisés des CSST de 1998 en vue d'élaborer un bilan national. Cette tâche a été confiée à l'OFDT et fera l'objet d'un rapport qui sera rédigé en collaboration avec le bureau SP3. Le travail a démarré en octobre 1999, et se poursuivra en 2000. Les rapports d'activités normalisés comprennent de nombreuses données à caractère épidémiologique. L'exploitation et l'analyse de ces données qui pourront faire l'objet de croisement avec les résultats de l'enquête de la DREES, permettront d'enrichir les connaissances sur les usagers de drogues pris en charge.

■ Harmonisation des données françaises et européennes en matière de demandes de traitement :

Les « demandes de traitement » (nombre et caractéristiques des usagers pris en charge dans le système médico-social) constituent un des indicateurs clés sélectionnés par l'OEDT. Des travaux coordonnés par l'OEDT ont été entrepris en vue d'assurer la comparabilité des données fournies par les différents pays membres de l'Union européenne et ont conduit à l'adoption d'un protocole européen d'enregistrement des demandes de traitement.

Il s'est avéré que le système français d'enquête (enquête de la DREES mentionné ci-dessus) présentait des différences notables avec le protocole de l'OEDT, adopté par la plupart des pays de l'UE. L'OFDT s'est donc employé à faire connaître le protocole européen aux personnes concernées (organisation d'une réunion commune DREES, OEDT, OFDT), traduction et résumé du protocole fourni à la DGS et à la DH. En décembre 1999, l'OFDT organisait une réunion avec la DGS, la DH et la DREES et a présenté une ébauche de projet d'évolution du dispositif d'observation sur les demandes de traitement compatible avec le protocole européen. A la suite de cette réunion les représentants de la DH, DGS et DREES se sont engagés à présenter ces propositions à leurs directions respectives.

■ "Indicateurs et Tendances" et Livrets de connaissances MILDT⁸

⁸ cf p.36, Diffusion et valorisation.

Consolidation des observations en population générale

La réflexion sur la mise en place d'un dispositif d'observation en population générale, pérenne et cohérent, a été poursuivie au long de l'année 1999.

Le travail effectué cette année, conformément aux **orientations de travail**, contribue à pallier les manques en information sur l'ampleur des phénomènes d'usage au sein du système statistique français.

Dans ce sens, l'OFDT s'appuie sur la **commissions "Enquête en population générale"** issue du collège scientifique et un **groupe de projet méthodologique** qu'il coordonne et anime. Ce dernier a pour objet de gérer les aspects pratiques des enquêtes et peut être mobilisé autant que de besoin pour aider à la mise en œuvre des actions. Il comprend des "méthodologues", des personnes ayant une bonne connaissance du terrain et des spécialistes de la formulation des questions.

L'OFDT participe à l'analyse du **baromètre santé "jeunes + adultes"** coordonné par le CFES, en articulant une logique de partenariat et de suivi des tendances à une logique de recherche. L'Observatoire sur cette enquête, a largement contribué à la réflexion sur les méthodes, le questionnaire et la formation des enquêteurs. De plus, le suivi du terrain, le re-codages et la préparation de la base et de l'analyse ont été réalisés en partenariat. Les premiers résultats sont attendus pour le mois de septembre 2000 et la publication finale devrait intervenir en fin d'année 2001.

La seconde enquête dont a la charge l'Observatoire est l'**enquête en milieu scolaire, ESPAD** (European School Survey on Alcohol and Other Drugs). Démarrée en 1999, celle-ci s'effectue dans un cadre de comparabilité avec les pays européens et de reproductibilité dans le temps. Sa réalisation a été confiée à l'équipe "*Santé de l'adolescent*" de l'INSERM (M. CHOQUET et S. LEDOUX, qui participent au projet ESPAD depuis 1993).

Animation du comité de pilotage, suivi de la mise en place de l'étude et élaboration du plan d'analyse, telles ont été les principales actions menées par l'Observatoire. Le recueil des premiers résultats est programmé en mars 2000 et la publication finale, fin 2000.

Cette année a été mis au point le projet d'enquête annuelle au cours de la **Journée d'appel de préparation à la défense, dite ESCAPAD**. Pour cette enquête l'OFDT a animé et coordonné un groupe d'experts. Le protocole et le questionnaire sont achevés. L'Observatoire a obtenu au cours de l'année l'obtention de l'avis d'opportunité délivré par le CNIS ainsi que le label d'intérêt général et un avis favorable de la CNIL.

Le terrain est programmé pour le mois de mai 2000. Les premiers résultats seront disponibles au mois d'octobre 2000 et le rapport final à la fin de la même année.

Enfin, l'OFDT a mis en place une enquête biennale sur les **Perceptions et opinions de la population française sur la toxicomanie, EROPP**. La maîtrise d'ouvrage revient entièrement à l'OFDT : préparation de l'enquête et conception (formation des enquêteurs, suivi du terrain, analyse des tests, etc.). L'avis d'opportunité du CNIS et du label d'intérêt général ont également été obtenus. Le terrain s'est déroulé durant le mois d'avril 1999 et les premiers résultats, qui ont conduit à la rédaction du rapport d'étude ont été obtenus en décembre 1999. La publication du rapport final est programmée pour la fin du premier semestre 2000.

Dans le cadre de la consolidation des observations en population générale, l'OFDT a mené un certain nombre de tâches connexes :

- Participation à la conception d'un module "consommation de substances psycho-actives" dans le cadre de la préparation de l'enquête sur les violences envers les femmes (ENVEFF).
- Mise en place et participation à un groupe de réflexion sur les problèmes méthodologiques des enquêtes téléphoniques.
- Coordination d'un groupe de travail sur les possibilités de monter un projet d'enquête en population générale dans les DOM, prises de contact avec les acteurs locaux.
- Encadrement d'un Groupe de Statistiques Appliquées à l'ENSAE (Etude des consommations de substances psycho-actives chez les jeunes en population générale).

- Etude approfondie des expériences étrangères par un travail de recherche bibliographique et de relation avec les chercheurs européens.
- Réflexion sur l'investigation statistique sur les sujets sensibles, travail sur les méthodes (listes rouges, choix des bases de sondage, formulation des questions, etc.)
- Encadrement de 2 projets de sociologie à l'ENSAI :
 - l'intérêt des enquêtes d'opinions sur la toxicomanie ;
 - la représentativité dans les enquêtes quantitatives sur la consommation de drogue
- Etude méthodologique sur l'influence des différents modes de collecte dans les enquêtes auprès des jeunes.
- Participation à l'enquête décennale de santé, pour le long terme. En regard d'un objectif de recherche et de compréhension des consommations, elle apporterait certainement beaucoup et permettrait une bonne prise en compte de l'intrication entre produits licites et illicites.
- Soutien méthodologique pour la mise en place d'une enquête en population générale à La Réunion en 1999.

Amélioration des indicateurs de prévalence

Le projet capture/recapture, dont la coordination a été confiée par l'OFDT à l'ORS Midi-Pyrénées, rendra son rapport final avant la fin du premier trimestre 2000. Après validation par le collège Scientifique et des experts extérieurs, cette étude sera rendue publique.

Il s'agit d'une étude multi-centrique (Lens, Lille, Marseille et Nice) devant aboutir à des **estimations localisées de prévalence** des usagers d'opiacés et cocaïne à problèmes. L'objectif est aussi d'évaluer la faisabilité d'une estimation nationale sur les bases de la méthode capture/recapture et à terme (par l'équipe de l'OFDT) de proposer un guide présentant les avancées et les écueils de cette méthode.

Indicateur mortalité

En ce qui concerne la **mortalité**, l'OFDT s'est vu contraint cette année de ralentir son activité sur ces questions. Ce retard par rapport au programme de travail fixé est principalement dû aux restructurations internes, qui ont conduit la personne qui avait en charge ce dossier à devoir abandonner ce domaine pour se consacrer prioritairement à d'autres projets ("Drogues et Toxicomanies – Indicateurs et Tendances" et "Livrets de connaissances").

Le recrutement en 2000 d'une seconde personne sur le pôle "Indicateurs" permettra de dégager le temps nécessaire pour faire avancer ces projets qui seront considérés comme prioritaires.

Surveillance des tendances

L'année 1999 aura été celle de la mise en place des deux dispositifs de surveillance : TREND et SINTES.

TREND

PRESENTATION DU PROJET TREND

Le projet TREND (Tendances Récentes et Nouvelles Drogues) s'inscrit dans les nouvelles dispositions adoptées par les pouvoirs publics en matière d'usage de drogues et formalisées dans le plan triennal (1999-2001) de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances. Partant du constat des faiblesses du système d'information sur les drogues et les toxicomanies, lequel repose essentiellement sur des sources sanitaires et répressives et quelques enquêtes ponctuelles non renouvelées, la MILDT a chargé l'OFDT d'élaborer un système d'observation plus réactif et susceptible de détecter les nouvelles tendances en matière d'usage de produits psychoactifs. L'intérêt de ce dispositif est de permettre aux pouvoirs publics et à tous les acteurs engagés dans ce champ de disposer d'un système d'informations sur lequel s'appuyer pour élaborer des stratégies de prévention et de prise en charge adaptées aux réalités émergentes, en complémentarité avec le dispositif statistique épidémiologique actuel.

Objectifs spécifiques

- 1- Identifier l'ensemble des produits qui circulent et connaître la composition des produits de synthèse (voir le projet SINTES) ;
- 2- Mieux connaître aussi les contextes d'usage des produits et les modalités de consommation ;
- 3- Mieux connaître les usagers de drogues et l'évolution de leurs caractéristiques ;
- 4- Mieux connaître enfin l'impact sanitaire et social de l'usage des produits psychoactifs illicites et de consommations associées.

Fonctionnement

Pour son fonctionnement, TREND s'appuie sur un réseau d'observateurs sentinelles répartis sur dix sites en France (Lille, Metz, Paris et sa périphérie proche (Essonne et Seine-Saint-Denis), Rennes, Dijon, Lyon, Bordeaux, Toulouse et Marseille). Chaque site est constitué d'acteurs susceptibles d'apporter, du fait de leur positionnement respectif, des points de vue et des observations particuliers mais complémentaires. Ainsi, le réseau regroupe des enquêteurs ethnologues et chercheurs appartenant au réseau IREP, des personnes travaillant dans les structures de bas seuil, des associations d'auto-support, des médecins généralistes faisant partie des réseaux "toxicomanie", des personnels de services d'urgence hospitaliers et des ethnographes spécialistes des milieux festifs techno. En outre, une expérimentation d'un recueil de données auprès de structures non spécialisées dans la prise en charge de la toxicomanie est en cours dans les départements de l'Essonne et de la Seine-Saint-Denis afin de construire des outils susceptibles de prodiguer des informations en matière d'usage de produits psychoactifs sur les populations ignorées des structures de prévention et de prise en charge habituelles.

Par ailleurs, outre ces informations provenant directement du terrain, un examen des procédures judiciaires relatives aux interpellations pour usage et / ou trafic de drogues centralisées à l'OCRTIS a été réalisé.

En complément de ce dispositif viennent s'ajouter

- Les données collectées par les CEIP dans le cadre d'OPPIDUM (Observation des Produits Psychotropes Illicites ou Détournés de leur Utilisation Médicamenteuse), d'OSIAP et de DRAMES (décès observés ou publiés en relation avec l'abus de médicaments et de substances) ;
- Les données issues du système SIALOIS mis en place par l'IVS (Institut de Veille Sanitaire) sur la réduction des risques (ventes de seringues et traitements de substitution) ;

- Un partenariat avec la CNAM est en cours d'établissement en vue d'un suivi des prescriptions concernant les produits liés directement ou indirectement à l'usage de drogues.

TRAVAIL REALISE POUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF :

Les lacunes du dispositif statistique actuel avaient déjà été soulignées. Les partenaires utiles car susceptibles de compléter au mieux l'observation en France, ont été listés et le schéma global du dispositif élaboré à l'OFDT avec certains membres du collège scientifique ainsi qu'avec l'aide de la société EVAL. L'expérience des pays étrangers a été examinée et le schéma adopté finalement pour le réseau TREND a tenu compte des résultats obtenus dans ces pays.

L'établissement des conventions et des partenariats est l'aboutissement d'un processus de définition des modalités de travail et du circuit des informations avec les partenaires, d'ajustements multiples et de négociations. Cette mise en place a nécessité de nombreuses réunions ainsi que des déplacements de l'équipe, d'autant que le dispositif est national.

Détail de l'activité fournie par type d'observateur mobilisé :

1. IREP : Après la mise au point, avec les dirigeants de l'association, du fonctionnement général de la collaboration, une réunion de travail a été organisée avec les enquêteurs des huit sites (Dijon, Lille, Marseille, Metz, Toulouse, Rennes, Paris et banlieue) afin, notamment, de déterminer les axes et les thèmes de travail ainsi que la méthodologie à adopter pour la réalisation du rapport semestriel.

2. Structures de bas seuil : 17 structures ont été mobilisées. Un questionnaire spécifique pour le recueil auprès des équipes de bas seuil a été réalisé à l'OFDT, testé auprès de l'association Espoir Goutte d'Or dans le 18ème puis envoyé à chaque centre partenaire. Un membre de l'équipe s'est déplacé dans chaque structure afin de présenter le dispositif, d'expliquer l'intérêt du recueil et visiter le site.

3. OCRTIS : l'accès aux procédures judiciaires dans les locaux de l'OCRTIS situé à Nanterre n'a été autorisé qu'aux membres de l'OFDT. Ce travail extrêmement long n'a pas permis une exploitation optimum de ces informations.

4. Médecins généralistes : Un questionnaire spécifique a été élaboré avec l'aide de la société EVAL, puis testé auprès de 7 médecins généralistes. Un avis éthique a été demandé à l'Ordre national des médecins, qui a été favorable. Six réseaux de médecins généralistes ont été contactés puis mobilisés sur ce projet. Une convention a été élaborée pour être passée avec chacun des médecins participant. Le questionnaire a été envoyé. Les médecins ont été relancés par deux fois.

5. ASUD : une réunion de travail a été organisée avec les responsables des sites où étaient prévues les observations. Toutefois, une méfiance et un scepticisme se sont fait jour par rapport au projet, ce qui a demandé un effort particulier pour la mobilisation de ces partenaires.

6. Techno+ : l'organisation du travail avec ce partenaire s'est construite au cours de quelques réunions. Une étape d'ajustement des données fournies a été nécessaire.

7. Urgences hospitalières : un questionnaire de recueil a été élaboré et soumis à des personnes travaillant aux urgences. Une expérimentation du recueil a été organisée aux urgences de l'hôpital de Corbeil dans l'Essonne et à Lariboisière, elle n'a finalement été effective que dans ce dernier. En parallèle, des contacts ont été pris avec le Réseau Sentinelle des Urgences coordonné par le Docteur Espinoza qui de son côté a mené une enquête voisine, multicentrique. Les prémices d'un travail en commun ont été esquissés.

8. LIRESS : cette association qui réunit quatre ethnologues-sociologues spécialistes du milieu des raves et des techno (LIRESS) nous a fourni des observations effectuées dans le cadre des milieux festifs techno ainsi que des entretiens semi-directifs. Une étape d'ajustement des données fournies a été nécessaire.

9. Veille Internet : celle-ci destinée au recensement et au suivi régulier des sites (officiels ou non) fournissant une information relative à l'usage de drogues a débuté depuis la mi-juillet. Deux rapports issus de ce travail ont été diffusés au réseau d'observation.

10. Le réseau Hérodote (Essonne) et le conseil général de la Seine-Saint-Denis : un travail de réflexion notamment sur les modes de recueil et leur contenu a été fait avec les coordinateurs respectifs de ces deux projets.

12. SAMU et pompiers : des contacts ont été pris et une expertise des informations que pourraient apporter ces services réalisée. Ces partenaires n'ont finalement pas pu être mobilisés se trouvant par ailleurs très occupés et sollicités et s'avérant peu intéressés par le thème de l'usage de produits psychoactifs.

ANALYSE ET EXPERTISE

Les données qualitatives et quantitatives recueillies ont été **saisies** et les informations brutes renvoyées aux partenaires pour validation.

L'**analyse** a été réalisée par les membres de l'OFDT. Le détail de la méthodologie employée est décrit dans le premier rapport TREND publié en mars 2000.

Deux commissions d'experts, l'une comprenant certains membres du collège scientifique et l'autre élargie à des membres externes ont été mises en place et se sont réunies deux fois pour la première et deux fois pour la seconde. Les missions de ces commissions comprennent la validation des résultats et une aide méthodologique à la mise en place du dispositif et des axes de travail. L'ensemble des données a été recueilli de juin à décembre 1999, l'analyse a démarré en parallèle et s'est achevée au début de l'année 2000 avec la rédaction du premier rapport et de la synthèse de quatre pages.

EVALUATION

L'**évaluation de TREND** devait débiter dès la mise en place du projet. L'appel d'offre a été réalisé et les projets soumis examinés par la commission d'experts. Un projet a été retenu, la convention établie et le groupe de pilotage s'est réuni une première fois. Ce projet d'évaluation englobe SINTES décrit ci-après.

AUTRES ACTIVITES

La présentation de l'avancée du dispositif a été réalisée au cours d'ateliers de travail à l'OEDT a deux reprises.

SINTES

PRESENTATION DU PROJET SINTES

La consommation de drogues synthétiques est en expansion. Cependant, il n'existe que peu de données relatives à la composition et l'usage de ces produits.

Le projet intitulé SINTES (Système d'Identification National des Toxiques et Substances) vise à améliorer la connaissance des drogues de synthèse. Ce projet répond pour partie aux recommandations de l'Union Européenne relatives à l'action commune du 16 juin 1997.

Fonctionnement

La banque de données SINTES est fondée sur un réseau mixte, associant les services et laboratoires répressifs (douanes, police et gendarmerie), deux laboratoires hospitalo-universitaires, des experts en pharmacodépendance, des centres de soins spécialisés, des médecins intervenant sur les lieux de consommation ainsi que des épidémiologistes.

Collecte par un réseau d'intervenants du domaine socio-sanitaire

Des échantillons de produits synthétiques sont recueillis et transmis à des laboratoires spécialisés pour une analyse toxicologique. 70 échantillons par mois seront analysés par les laboratoires rattachés au circuit socio-sanitaire.

Une information concernant le contexte d'utilisation et les caractéristiques des usagers est également recueillie.

Participation du réseau répressif

Les bases de données concernant la composition des produits synthétiques saisis par les services répressifs sont transmises à l'OFDT tous les 2 mois.

Analyse et diffusion

Toute cette information (résultats d'analyse toxicologique et données d'observation) est centralisée à l'OFDT, sur support informatique dans une base de données.

L'analyse des données se fait à plusieurs niveaux :

- Une première expertise toxicologique est réalisée par les laboratoires partenaires ;
- Une analyse spécifique des données du projet (résultats d'analyse et données de contexte de consommation recueillies par les intervenants socio-sanitaires) est réalisée par l'OFDT ;
- L'information apportée par le projet SINTES est ensuite prise en compte parmi l'ensemble des informations par ailleurs recueillies dans le projet plus global d'identification des tendances récentes (TREND) ;
- En cas d'identification d'un produit nouveau, une expertise toxico-pharmacologique des produits est réalisée par les deux CEIP/CAP partenaires du projet.

Plusieurs niveaux de diffusion sont prévus :

- L'information est diffusée aux participants à l'action sous forme brute et en temps réel ;
- Les décideurs et les professionnels concernés sont contactés en cas d'identification d'un phénomène nouveau ;
- En cas d'identification d'un produit nouveau, les organismes internationaux impliqués sont informés ainsi que l'ensemble des partenaires ;
- En cas d'identification d'un problème toxico-pharmacologique grave, les deux CEIP/CAP avertissent les autorités sanitaires susceptibles de déclencher une alerte sanitaire (DGS et AFSSAPS). Cette information est retransmise aux partenaires du dispositif.

TRAVAIL REALISE POUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF

Plusieurs séances réunissant les partenaires administratifs concernés ainsi que les partenaires de terrain ont été nécessaires avant de pouvoir mettre en place le projet, dont une réunion interministérielle le 30 mars 1999. Le responsable du projet a rencontré les organisateurs d'un système ayant les mêmes objectifs (le DIMS) aux Pays-Bas.

Le projet ayant été accepté, une information concernant le projet a été envoyée, par l'OFDT à tous les procureurs de la république et procureurs généraux des régions de collecte.

Les questionnaires de recueil des données épidémiologiques ainsi que le circuit des informations (données épidémiologiques, données d'analyses toxicologique) ont été établis au cours de plusieurs réunions avec les partenaires. Le circuit d'une éventuelle alerte a été défini mais certains éléments doivent encore être précisés.

Quatre conventions ont été signées sur le projet (CEID, IREP, MDM, AFSSAPS).

Des attestations ont été réalisées et distribuées aux collecteurs.

Le rassemblement de données issues de trois bases de données en une seule base a impliqué un travail technique et analytique (re-codage) important. Cet aspect doit encore être affiné.

Un site intranet a été créé pour le circuit des informations au sein du réseau SINTES mais les partenaires s'avèrent mal équipés en communication internet. Notre effort portera sur ce point dans les mois à venir.

Suite à une première utilisation des outils élaborés en commun, certains ajustements de la méthode de travail notamment avec les laboratoires d'analyse toxicologique et les partenaires socio-sanitaires effectuant la collecte ont été jugés utiles, occasionnant de nouvelles réunions.

Un premier rapport SINTES envoyé au réseau a été réalisé en octobre 1999 portant sur les échantillons contenus depuis janvier 1999.

Le deuxième rapport SINTES constitue un chapitre du rapport TREND (mars 2000).

Evaluation des politiques publiques

Mise en place d'un mandat global

La définition d'une approche globale en matière d'évaluation a été inscrite au plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances adopté en juin 1999. Celle-ci impliquait notamment la mise en place d'un mandat d'évaluation confié par la MILDT à l'OFDT.

Afin de définir l'objet, le but et les modalités de la mission qui lui serait confiée, l'OFDT a procédé à des entretiens et à des auditions pour identifier les avantages et les limites de l'exercice.

Après la constitution de la Commission Evaluation en septembre 1999, une mission a été organisée à Lausanne pour bénéficier de l'expérience de l'Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive (Unité d'Evaluation des Programmes de Prévention) en matière d'évaluation de politique publique de lutte contre la toxicomanie. Cette mission d'étude, organisée le 8 novembre 1999, a permis de souligner les enjeux méthodologiques à prendre en compte dans le cadre des délais imposés par le plan triennal (1999-2001).

Ensuite, des représentants de l'INSERM (F. LERT), de la Cour des Comptes (C. GRAVELIN) et du Conseil National de l'Evaluation (S. TROSA) ont été auditionnés le 23 novembre 1999 afin de débattre de leur expérience nationale en matière d'évaluation relative à la toxicomanie. Ces trois auditions ont permis de clarifier le champ de l'évaluation et notamment la nécessité d'une approche fondée sur la cohérence des objectifs et l'effectivité de la mise en œuvre.

Dès le mois de décembre 1999, le Pôle Evaluation de l'OFDT, en collaboration avec le Collège Scientifique, a commencé la préparation du mandat d'évaluation à partir de ces conclusions et en présentera les grandes lignes dès début 2000.

Parallèlement à la préparation du mandat, la commission et le Pôle Evaluation ont entamé la définition du référentiel d'évaluation du Plan Triennal. Les réunions de la Commission les 16 septembre et 24 novembre 1999 ont permis le démarrage de ces travaux qui doivent se poursuivre sur le premier semestre de l'année 2000.

Suivi des évaluations spécifiques

Demandes d'évaluations ou d'expertises examinées par la Commission Evaluation, rentrant dans le cadre du mandat global d'évaluation

Dossier (n° d'archive)	Institution à l'origine de la demande	Nature de la contribution demandée	Nature de l'examen par la commission (date)	Prise en charge et suivi de l'étude oui/non
Evaluation des interventions auprès des consommateurs de drogues (3.3.6)	CAST	Participation financière	Détermination de la pertinence d'un engagement financier de l'OFDT, c'est-à- dire de la concordance du sujet de l'étude et de ses objectifs avec les grandes lignes du plan triennal 1999-2001 (16/09/99)	non
Approche globale "addiction" (4.3.10)	MILDT	Participation financière	Validation du protocole d'étude sous réserve de précisions sur la proposition (16/09/99)	non

Dossier (n° d'archive)	Institution à l'origine de la demande	Nature de la contribution demandée	Nature de l'examen par la commission (date)	Prise en charge et suivi de l'étude oui/non
Point écoute Jeunes de Lille (3.3.9)	MILDT	Evaluation du dispositif	Détermination de la pertinence d'un engagement de l'OFDT, c'est-à-dire de la concordance du sujet de l'étude et de ses objectifs avec le mandat d'évaluation prévisionnel de l'OFDT (24/11/99)	non
Commission de validation des outils de prévention (3.3.10)	MILDT	Evaluation du dispositif	Idem (24/11/99)	oui
Programme de thérapie comportemental de Fort-de-France (3.3.11)	MILDT	Validation du protocole d'étude et intégration dans le programme d'évaluation de l'OFDT	Idem (24/11/99)	non
Orientations interministérielles pour la prise en charge des dépendances en milieu carcéral	MILDT, DAP, DGS, DH	Evaluation de la mise en oeuvre des orientations Lettre de commande (réf. 2310)	Affinement de la méthodologie exposée dans la proposition d'appel à projet préparée. (24/11/99)	oui
Dispositif toxicomanie du 18^{ème} arrondissement de Paris	MILDT, DGS, DH, DDASS 75, OFDT	Evaluation du dispositif	Elaboration du cahier des charges et de l'évaluation (24/11/99)	oui

Evaluations de dispositifs particuliers, mis en œuvre par l'Observatoire

Etudes (durée) Rapports disponibles	Responsable, ORGANISME	Début	Fin	Résumé du protocole d'étude
				Etat d'avancement du projet
Bus Méthadone (17 mois) Rapport final en cours	R. Ingold, IREP	Avr .98	03.09.99	<p>Etude quantitative transversale (après 6 mois) auprès des "clients" inclus dans le projet depuis au moins 3 mois. Suivi (évaluation participative).</p> <p>Etude qualitative de type ethnographique. Interviews auprès des professionnels du programme, d'autres programmes "méthadone", auprès des promoteurs de l'action ,de clients,</p> <p>Remise du rapport final : 1^{er} trimestre 2000</p>

Etudes (durée) Rapports disponibles	Responsable, ORGANISME	Début	Fin	Résumé du protocole d'étude
				Etat d'avancement du projet
Points Ecoutes Jeunes et Parents (9 mois) 1 ^{ère} et 2 ^{nde} notes d'étape disponibles 1 ^{ère} version Rapport final (nov 99) Rapport final simplifié en cours de rédaction	M. Joubert, RESSCOM	Juil .98	09.04.99 Livré le 10.11.99	7 juin 99: Présentation des résultats de l'étude quantitative typologie des PE , leur histoire, l'accessibilité, la prise en compte des problématiques sociales et psychosociales, caractérisations des populations, etc.) Etude qualitative d'approfondissement : les problématiques de l'écoute, niveaux de professionnalité, correspondance réponses/besoins, inscription dans l'environnement
Interventions en milieu scolaire (14 mois) Rapport intermédiaire	N. Leselbaum, ADRESSE	Juil 98	Sept .99 Report à fin 02.00	Oct 98-Jan 99: Analyses sémantiques approfondies et analyse quantitative : enquête approfondie auprès d'un échantillon de 500 collèges et 500 lycées, à partir de questionnaires sur perception des professionnels sur leur rôle, sur les élèves et leur rapport à la drogue, attentes des institutions, ... Oct98- Avr99 : Recherche-action d'évaluation participative. Analyse qualitative d'instrument d'auto-observation , carnet de bord, documents internes aux établissements, grilles "budget-temps",... Jan99-Sept99: Analyse des partenariats basée sur entretiens et outils d'observation issus des phases précédentes. 1 ^{er} Rapport d'étape délivré en septembre 99.
UPS, Unité pour sortants (20 mois) 1 ^{er} Rapports d'étape délivré 31.01.00 2 ^{ième} rapport intermédiaire prévu pour avril 2000	M. Rotily, ORS PACA	Avril 99	Dec 2000	Analyse qualitative (en cours): étude des documents relatifs à la mise en place des UPS (dont cahier des charges, etc.), entretiens semi-directifs des professionnels concernés (administration pénitentiaire, responsable UPS, etc.) Juil-oct 99: enquête transversale multi-site auprès des détenus Août 99- Avril 2000 : enquête rétrospective (à 6 et 12 mois) sur les taux de mortalité et de réinsertion Remise du rapport final : 1 ^{er} trimestre 2000

Etudes (durée) Rapports disponibles	Responsable, ORGANISME	Début	Fin	Résumé du protocole d'étude
				Etat d'avancement du projet
Famille d'accueil (9 mois)	CEMKA-EVAL, Y. CHARPAK GSP Conseil, J. SORIA	Mars 00	Nov 99	<p>Etat des lieux visant à quantifier l'offre et la disponibilité immédiate relative au parc de FA par (entretiens téléphonique et analyse de documents).</p> <p>Enquête de terrain sur le fonctionnement des réseaux et perceptions des différents acteurs (CSST de sites 4 et, par site, de 3-4 FA (entretiens individuels) de 6-8 FA (en collectif) et 6 toxicomanes.</p> <p>Analyse économique du coût (3 sites) du dispositif (rapport budgétaire détaillé, informations sur l'activité des CSST relatives aux FA en termes de personnel concerné, temps passé, etc.)</p> <p>Organisation d'un séminaire (3 ateliers) pour élaboration de recommandations [1-2 FA/ réseau +1 pers/CSST rattaché, soit 46 à 69 personnes des réseaux]: présentation des résultats d'enquête et réflexion collective sur l'évolution des dispositifs + Proposition de grandes lignes d'un plan d'action en fonction de la qualité du travail des participants.</p> <p>-Avril et juin 99 : concertation MILDT/ OFDT/ DGS/ ANIT sur les objectifs de l'évaluation et les questions-clés auxquelles elle doit répondre.</p> <p>-07.12.99 : lancement de l'appel à projet. Envoi à 22 structures. Date limite de réception des dossiers 10.01.2000. Sélection le 01.02.00 de l'équipe d'évaluation à la suite de l'appel d'offre.</p> <p>-Réunion de présentation de l'évaluation aux CSST de rattachement (prévue février 2000)</p>

APPRE

■ Contexte de sa création

"APPRE" *signifiant* "Actions et Projets de Prévention – Recensement".

Le programme APPRE voit son origine dans la Commission de validation "Communication – prévention", co-organisée par la MILDT et le CFES, commission réunissant les principales institutions et associations ayant compétence dans le domaine de la prévention. En tant que structure responsable de la rédaction d'un guide sur l'évaluation des actions de prévention, l'OFDT a rejoint, à partir d'avril 1999, cette instance dans le cadre de la sous-commission de "Définition d'un cadre méthodologique pour l'élaboration de programmes départementaux de prévention". La réflexion menée par ce groupe de travail a rapidement mis en évidence la nécessité que les chefs de projets réalisent, préalablement à toute programmation d'une politique départementale, un état des lieux sur les initiatives de prévention de substances psychoactives menées localement. En effet, ce regard rétrospectif permettrait pour identifier tant les compétences, les ressources, disponibles que les philosophies des acteurs en matière de prévention. Sur ce constat, la sous-commission a voulu proposer un soutien technique pour un tel recensement d'actions. A cet effet, l'OFDT a suggéré d'adapter le questionnaire du programme européen EDDRA, dont il a la charge en France. C'est dans ce contexte que le questionnaire APPRE, "Actions et Projets de Prévention – Recensement", a été finalisé.

Par la suite, la capacité d'information de ce type de formulaire et l'innovation d'une telle collecte d'information en France ont amené la MILDT à définir pour cet outil des objectifs plus larges dans le cadre d'un programme national de recensement des actions de prévention. Le programme APPRE a

été lancé le 05.11.99, journée de présentation par la MILDT des objectifs annuels des chefs de projets, où une copie papier du questionnaire a été distribuée pour la première fois.

■ Qu'est-ce que APPRE ?

Son champ

Le programme APPRE couvre tous les champs de la prévention compréhensibles dans l'esprit du plan triennal de la MILDT, à savoir la prévention des comportements d'usage, l'abus, la dépendance, et par conséquent la réduction des risques, liées aux substances psychoactives. Dans sa première phase, Il doit recenser l'ensemble des actions qui ont reçu, en 1999, des financements "MILDT" déconcentrés. Il ne s'agit donc pas d'un système exhaustif décrivant la prévention en France.

Plan du questionnaire :

1. Identification
 2. Finalités et Objectifs
 3. Caractéristiques de la Population-cible,
 4. Caractéristiques principales de l'action
 5. Budget
 6. Résumé
 7. Evaluation
 8. Commentaires
- Glossaire

Les objectifs qu'il dessert

L'organisation de APPRE s'appuie sur trois pôles d'acteurs : la MILDT, les chefs de projets "toxicomanie" et l'OFDT, qui interviennent à différents niveaux et ont des objectifs propres dans le projet

Des objectifs départementaux, relevant de la compétence des Chefs de projets :

Réaliser un état des lieux départemental des actions et projets de prévention (incluant la réduction des risques), pour préparer un programme départemental de prévention, en s'assurant de la distribution du formulaire APPRE auprès des structures financées, du remplissage et du renvoi du formulaire. (Echéance : fin mars 2000)

Des objectifs nationaux, incombant à la MILDT :

Faciliter la phase première du programme : le recueil de l'information sur les actions, par les chefs de projet à l'échelon départemental, puis par l'OFDT au niveau national. (Décembre 1999 à mars 2000). Par ailleurs, le formulaire EDDRA peut aider à l'examen des projets présentés pour recevoir des subventions déconcentrées sur le budget 2000.

Des objectifs nationaux, incombant à l'OFDT :

Premièrement, constituer une base de données APPRE sur ce qui se fait en France en matière de prévention et réduction des risques liées aux consommations de substances psychoactives. (Echéance fin 2000)

Deuxièmement, réaliser une analyse nationale – basée sur les synthèses départementales – et une cartographie des actions de prévention. (Echéance fin 2000).

Troisièmement, identifier des actions françaises répondant aux critères d'inclusion du programme européen EDDRA et qui pourraient être représentées dans la base de données correspondante.

Pourquoi ces objectifs ?

L'information sur les pratiques de prévention, sur les méthodes employées et leur bien fondé, les approches innovantes, les expériences positives ou négatives, le faisable ou le non viable, demeure bien souvent cloisonnée au niveau local. L'échange pragmatique sur les expériences et les pratiques exercées en France participe à l'un des objectifs affichés du plan triennal interministériel 1999-2001, à savoir le développement d'une culture commune sur les méthodes de prévention liées à l'usage de substances psychoactives. APPRE ne saurait prétendre à concentrer de manière exhaustive une information sur les actions de prévention des substances psychoactives, étant donnée la diversité des investissements et les conditions de fonctionnement propres aux structures impliquées. Toutefois, en transmettant à l'OFDT les données recueillies dans chaque département par ce dispositif, la première pierre d'un système d'information pionnier pourrait être posée. L'analyse nationale que réalisera l'Observatoire, inclura notamment une

synthèse des situations départementales. Les départements pourront ainsi se situer en mettant en regard leur propre état des lieux à la synthèse nationale et aux synthèses départementales établies par l'OFDT (fin 2000). Les coordonnées de personnes-contacts disponibles dans la base de données rendent possible également une mise en relation directe des différents groupes de professionnels, associations et institutions, dans une perspective d'information réciproque et de soutien.

Ses outils

Une version papier du formulaire a été distribuée lors de la journée officielle des chefs de projets du 05.11.99. Il existe également sous format électronique, téléchargeable à partir du site Internet www.drogues.gouv.fr ou disponible à l'OFDT en fichier word 97 pour être envoyé soit par e-mail soit sur disquette. Une boîte e-mail a spécialement été créée (à l'adresse : appre@ofdt.fr) pour une meilleure gestion de cette diffusion.

Une interface Internet a été réalisée pour une saisie conviviale des données, à partir de laquelle une base de données nationale pourra être créée.

■ L'échéancier

En résumé, cette collecte d'information s'organisera selon l'échéancier et le plan de diffusion synthétisés ci-dessous.

05.11.99
première distribution du formulaire

Nov 99				
Déc 99	Diffusion du formulaire (papier, disquettes, e-mail, téléchargement depuis Internet)	Réalisation des états des lieux départementaux et	Transmission des formulaires à l'OFDT	Synthèse départementale et nationale
Janv 2000				
Fév 2000				
Mars 2000				
Déc 2000				

Le guide d'évaluation

Pourquoi un guide français sur la pratique de l'évaluation ?

Le développement des pratiques d'évaluation est un objectif de plus en plus prégnant des instances européennes et nationales. En effet, l'évaluation permet, grâce à un processus rationnel et objectif, de valider ou invalider les initiatives et politiques locales mais aussi de constituer une source d'information substantielle sur les pratiques et les méthodes mises en œuvre, sur la justesse des initiatives et la pertinence leur reproduction.

Dans le domaine des addictions, la littérature propose divers ouvrages sur le sujet mais qui, pour beaucoup, font référence à une culture de l'évaluation encore limitée en France. En 1998,

L'Observatoire européen des drogues et de la toxicomanie publiait un *Guide d'évaluation des actions de prévention des toxicomanies à l'attention des planificateurs et des évaluateurs de programmes*. Ce document procure de bonnes lignes directrices sur les questions d'évaluation auxquelles il est pertinent de réfléchir dès l'élaboration d'une action préventive. Cependant, après une première lecture de l'OFDT, il est apparu que, sous sa forme actuelle, ce guide de l'OEDT n'était pas vraiment approprié à un lectorat de professionnels français non expérimentés dans l'évaluation. Par conséquent, l'OFDT a souhaité travailler à « une version plus adaptée du guide ». Afin d'en structurer le contenu et d'en faire un document partagé, l'OFDT a réuni, à partir de décembre 98 et sur le premier semestre 1999, un groupe de travail *ad hoc* représentant différentes institutions, administrations et structures de terrain, ayant compétence en la matière :

- MILDT
- Ministère de l'Education Nationale, Bureau DESCO B4
- Direction de la protection judiciaire de la jeunesse, bureau K1
- DAS de Paris
- Conseil Communal de prévention de la délinquance Maubeuge
- Centre Communal de Promotion de la Santé de St-Herblain
- CFES
- France Formation Toxicomanie
- Universités Paris XII et Paris VIII
- RESSCOM
- CNRS.

Le plan interministériel triennal contre la drogue et de prévention des dépendances (1999-2000-2001) annonce l'élaboration de ce guide pour la pratique de l'évaluation dans le courant de l'année 2000.

Ses objectifs

Ce document doit offrir un support pour l'appropriation progressive, viable, des standards de l'évaluation.

Il doit contribuer à la promotion de l'évaluation, notamment en la recadrant comme un outil d'aide à la décision, conçu dans un cadre concerté, pour l'adaptation et la coordination des initiatives locales de prévention.

Il doit participer au développement de l'évaluation interne, ou auto-évaluation, assurée par les structures porteuses d'actions.

Son champs

Le guide d'évaluation français, reprend les normes scientifiques soutenus par la Communauté scientifique internationale – notamment par l'OEDT. Il devra néanmoins offrir un ensemble de clés qui soit transposable au contexte français actuel où l'évaluation est encore partiellement appliquée. Ces lignes guides fourniront aux professionnels et planificateurs engagés dans la lutte contre la drogue – en particuliers ceux qui sont non avertis en matière d'évaluation – un ensemble d'orientations références (sur les théories, méthodologies et indicateurs) pour avoir une meilleure compréhension des protocoles d'évaluation qu'ils seront amenés à réaliser ou à sélectionner.

Il tente de mettre en perspective des normes de l'évaluation partagées par la communauté scientifique internationale par rapport au savoir empirique et au bon sens qui ont guidé jusqu'ici les acteurs de prévention dans leurs initiatives et ont une valeur constitutive qui est estimée à sa juste valeur.

Il présente une mise à plat du discours public et scientifique existant à l'heure actuelle sur la philosophie et les objectifs de l'évaluation, sur le besoin de développer une logique évaluative dans le cercle des « professionnels luttant contre le problème de la drogue ».

Son plan prévisionnel

■ Une synthèse des principes et fondements théoriques de l'évaluation, autour des questions clés suivantes :

- Comment définir l'évaluation ?
- Pourquoi évaluer une action de prévention liée aux substances psychoactives ?
- Que peut-on évaluer ?
- Qui évalue et à qui devrait servir l'évaluation ?

- Comment procéder ?

- Les questions concrètes de l'évaluation
- Un exemple français d'évaluation

Etat d'avancement

Le corps du document a été rédigé. Il doit être complété en 2000 par l'intégration d'un exemple d'évaluation d'une action de prévention française et celle de fiches techniques. Le document devra alors être relu par le groupe de travail pour validation du contenu.

Expertises

Expertise d'études

L'Observatoire est ponctuellement sollicité pour jouer un rôle d'expertise : valider des méthodes ou évaluer la pertinence scientifique d'un projet d'étude.

En dehors des expertises réalisées par la Commissions évaluation, décrites dans le chapitre précédent, ont été expertisés les projets suivants :

- Etude sur l'état des lieux sur les centres ressources de documentation et la documentation en sciences sociales – Octobre 1999 / Anne LOVELL CIREJED et GDR 61106
- Suivi d'une cohorte de toxicomanes incarcérés sous subutex® – Mars 1999 / Centre Hospitalier Louise Michel – Dr M.H. LEMAIRE et Dr O.OBRECHT
- Evaluation de trois dispositifs de prise en charge de patients repérés comme toxicomanes au seins de 3 établissements pénitentiaires : Centre de détention d'Argentan, de Loos et de Bapaume. - Octobre 1999 / Direction de l'Administration Pénitentiaire / M. VIALLET et E. MENGUAL
- Pour une amélioration de la prise en charge des toxicomanes (GT69,CPAM de Lyon), juillet 1999
- Injonction Thérapeutique en Moselle – Université de Metz ERASE / J.Y. TREPOS

Il a également été fait appel à l'expertise de l'Observatoire dans le cadre du Programme Hospitalier de Recherche Clinique (PHRC). Le directeur a été désigné rapporteur des projets "toxicomanie" du PHRC 99.

Interventions lors de conférences et séminaires

L'OFDT, en tant qu'Observatoire national, répond régulièrement à des demandes de participations / interventions émanant du milieu associatif, "politique" ou universitaire.

Il a ainsi notamment contribué aux sessions "Inter-écoles" de **l'ENAP**, à des formations organisées pour les Inspecteurs des Affaires Sanitaires et Sociales, à une rencontre à l'association **SETE** à Epinal, une rencontre sur la "Toxicomanie et les dopants dans le milieu sportif" organisée à Marly-le-Roi par **l'INJEP** (Institut National Jeunesse et Education Populaire) à un séminaire organisé par l'Ecole Nationale de Santé Publique (**ENSP**).

Diffusion et valorisation

Drogues et toxicomanies : Indicateurs et Tendances

édition 1999, Paris, OFDT, 271 p. (11 000 exemplaires)

version anglaise, édition 1999, Paris, OFDT, 271 p. (500 exemplaires)

Bien que l'ensemble de l'équipe de l'OFDT ait été mobilisée sur les différentes phases de la réalisation de ce rapport, la conduite du projet et sa rédaction ont été confiées au pôle "Indicateur". Ce rapport, plus complet que les deux précédents, constitue le document de référence de l'Observatoire et à ce titre fait l'objet d'une attention particulière. La priorité qui a été accordée à ce rapport tout au long de l'année 1999 a naturellement ralenti le progression des autres projets menés par le pôle "Indicateur".

■ Préface extraite du rapport "Indicateur et Tendances"

"La publication de cette nouvelle édition du rapport « Indicateurs et tendances », deux ans et demi après la précédente, vient actualiser et approfondir l'état des lieux sur les usages de substances psychoactives, leurs modalités et leurs conséquences. Il convient de souligner l'importance d'un travail visant à rendre disponibles des outils de mesure qui facilitent la mise en œuvre des politiques publiques et permettront leur évaluation.

L'entreprise, qui allie à la fois rigueur et pédagogie, s'est avérée particulièrement utile dans le cadre de la préparation du plan triennal 1999-2001 de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances, et constituera une référence pour l'ensemble des acteurs chargés de donner une nouvelle impulsion à l'action publique dans le domaine. Elle s'inscrit dans la nouvelle approche développée par les pouvoirs publics, centrée sur les comportements et non seulement sur les produits.

Comme les deux premières éditions, cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif, qui s'appuie sur la confrontation de points de vue et d'approches disciplinaires différents. Nous tenons à le saluer et à remercier chaque personne et organisme qui a pris part, à un moment ou à un autre, à sa réalisation."

Yves CHARPENEL

Président du Conseil d'administration de l'Observatoire Français des
Drogues et des Toxicomanies
Directeur des Affaires Criminelles et des Grâces

Nicole MAESTRACCI

Vice-Présidente du Conseil d'administration
de l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies
Présidente de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et
la Toxicomanie

■ Le contexte

L'Observatoire publie cette **troisième édition** du rapport au moment où les pouvoirs publics viennent de définir de nouvelles orientations et de donner une nouvelle impulsion aux actions à mener pour prévenir et réduire les dommages liés aux consommations de substances psychoactives.

En phase avec le lancement d'un **nouveau plan triennal du gouvernement** en la matière, l'état des lieux dressé ici permet de mieux appréhender l'étendue et la complexité du phénomène auquel nous avons à faire face. L'ensemble de ce travail a été réalisé sous l'égide du **Collège scientifique**, qui a été étroitement associé à toutes les phases de réalisation et a validé la rédaction finale. La politique publique s'oriente vers une nouvelle approche qui s'applique à prévenir et à traiter l'ensemble des usages des produits psychoactifs, quel qu'en soit le statut juridique. Cette approche, tout en reconnaissant les spécificités médicales et sociales de chaque produit, accorde une priorité à la notion de **comportement d'usage** plutôt qu'à celle de produit.

Pour mieux répondre à sa mission, orientée vers une perspective d'aide à la décision, l'Observatoire se doit d'étendre son champ d'observation en conséquence. Le présent rapport en est une première illustration. En effet, il prend en compte **l'alcool**, le **tabac** et les **médicaments psychoactifs** au même titre que les **drogues illicites**. Toutefois, compte tenu du caractère récent de cette extension, la mise en perspective globale n'a pas été toujours possible ; elle est restée limitée à certains domaines, principalement la description des consommations.

■ Les sources d'information

Les **enquêtes** reposent sur les déclarations des répondants. Ce type d'investigation vise à mesurer les comportements, les attitudes ou les opinions de la population globale, ou d'une partie d'elle, vis-à-vis de l'usage des produits. La méthode utilisée consiste à interroger un échantillon représentatif de ces groupes. Les enquêtes présentent l'avantage de donner une mesure directe du phénomène, et

notamment de son ampleur, dans l'ensemble de la population. Il est cependant parfois difficile de déceler par ces enquêtes des comportements relativement rares dans une population. Les résultats fournissent une image de la consommation déclarée qui n'est pas forcément identique à la consommation réelle.

Les **données de vente**, lorsqu'elles existent, donnent une autre image des comportements de consommation et de leur évolution. Elles peuvent être utilement confrontées aux résultats des enquêtes afin d'apprécier les écarts entre comportements d'achat et consommation déclarée.

Les **statistiques nationales issues de déclarations obligatoires** (décès, Sida, etc.) permettent également d'estimer une partie des usages nocifs, sous l'angle de certains des dommages induits.

Les **statistiques administratives** et certaines études, ciblant une clientèle particulière, définie par l'institution qui intervient dans le champ (par exemple : santé / personnes ayant recours aux soins, justice / personnes incarcérées), donnent des estimations partielles : les consommateurs vus par une institution. La population cachée, non vue par l'institution, est, par définition, inestimable.

Un dernier type d'approche est celui des **études particulières** qui s'intéressent à des sous-groupes de population directement touchés par l'usage de produits, mais non sélectionnés de manière institutionnelle. Les travaux à caractère ethnographique en sont un exemple. En plus de la qualité de description des usages et des comportements, ce type d'approche permet d'aborder la partie « cachée » du phénomène : les individus qui ne sont vus d'aucune institution. Les études particulières décrivent des comportements de façon qualitative, mais ne permettent pas d'en mesurer l'ampleur.

Les limites des sources d'informations existantes en France, à l'heure actuelle, sont à souligner.

C'est notamment le cas du **dispositif d'enquêtes en population générale**. Celui-ci est composé de différentes enquêtes, dont la périodicité est variable (trimestrielle à décennale) et la couverture partielle, en termes d'âge de la population sondée et de produits consommés. De plus, la description des consommations et la formulation des questions varient d'une enquête à l'autre, rendant le suivi des évolutions très difficile. Les méthodes de sondage ne sont pas les mêmes et ne permettent pas toujours un calcul fiable de l'estimation de la qualité des résultats. Les différentes procédures de questionnement utilisées (téléphone, face-à-face, etc.) introduisent des biais non mesurables dans la comparaison des résultats.

Une grande part des données disponibles, notamment dans le cas des drogues illicites, provient de statistiques **administratives** et porte donc sur des populations « captées » par les institutions. Elles reflètent à la fois une partie du phénomène et l'action de l'institution sur celui-ci. Leur production répond à une logique institutionnelle et aux besoins d'information de l'institution pour mener à bien son action. Ces sources d'informations sont particulièrement précieuses pour l'analyse des tendances lourdes, par leur pérennité, leur régularité et leur disponibilité. Leur utilisation est néanmoins délicate, et il est important de bien prendre en compte leurs limites. Les indicateurs produits sont des « indicateurs indirects », dont l'inertie inhérente à leur processus de production ne leur permet généralement pas d'éclairer les tendances récentes du phénomène. De plus, ces sources d'informations posent des problèmes spécifiques : limitation de leur champ théorique, fiabilité, doubles comptes.

■ La méthode de travail

Cette tentative de synthèse des données et des analyses disponibles sur les drogues et les toxicomanies a une ambition multidisciplinaire, afin d'échapper aux approches trop segmentées, habituelles dans ce domaine. Se représenter le phénomène, son évolution et ses tendances de façon aussi globale que possible, demande un effort significatif et novateur. Il suppose un travail visant à explorer et à préciser la signification des séries chiffrées et à les confronter les unes avec les autres, alors que les données proviennent de sources tout à fait différentes, et ont souvent été produites selon des protocoles méthodologiques différents, aussi bien qualitatifs que quantitatifs : données cliniques, statistiques, épidémiologiques, ethnographiques, etc. Ce travail ne va pas de soi et constitue la base à partir de laquelle une telle démarche multidisciplinaire peut se développer.

Le mode d'organisation pour l'élaboration de ce troisième rapport est identique à celui mis en place pour les précédents. L'Observatoire a assuré la conduite et la rédaction du rapport en s'appuyant sur un groupe-projet qui en a défini les orientations et discuté les différentes étapes de réalisation, apportant ainsi la richesse de la diversité des compétences et des approches de ses membres. Le collège scientifique s'est impliqué pour valider les orientations initiales ainsi que l'ensemble du rapport. Une validation externe a été demandée, chapitre par chapitre, aux experts compétents.

La démarche adoptée poursuit des objectifs à la fois pédagogique et technique. Il s'agit non seulement de présenter des indicateurs et de dégager des tendances, mais aussi de préciser leurs origines et leurs limites d'interprétation grâce à la confrontation de points de vue divers.

Le rapport comprend **trois parties**. Une **première partie** est consacrée à la présentation du cadre légal et institutionnel dans lequel s'inscrit la consommation des drogues. Au-delà d'un simple rappel des principales dispositions légales relatives aux différentes drogues, cette partie retrace l'évolution de l'action des pouvoirs publics depuis une trentaine d'années et décrit l'état actuel des dispositifs de lutte contre les drogues.

La **deuxième partie** traite de la mesure du phénomène «drogues» en France en s'appuyant sur un certain nombre d'indicateurs. Ne sont donc décrits ici que les aspects du phénomène drogue pouvant être quantifiés : d'une part en ce qui concerne l'aspect demande, nombre d'usagers et d'usagers à problèmes ainsi que leurs caractéristiques, mesure des dommages (morbidité, mortalité) liés à la consommation de drogues, et d'autre part en ce qui concerne l'offre, nombre de personnes concernées par le trafic de stupéfiants, saisies, etc. Pour chaque question abordée, il existe au moins un indicateur statistique de mesure qu'il est possible de suivre de période en période. Les données font l'objet d'une présentation critique et sont accompagnées de précisions méthodologiques. L'observation au travers des indicateurs est complétée, lorsque cela est possible, par des données résultant d'enquêtes ponctuelles ou d'études à caractère qualitatif.

La **troisième partie** présente des textes d'auteurs, faisant état des résultats d'enquêtes, d'études ou de recherches. Ces travaux, qui relèvent de différents champs scientifiques, fournissent un éclairage complémentaire, voire contradictoire, aux mesures fournies par les indicateurs. Il peut s'agir de questions qui n'ont pas encore été prises en compte ou d'aspects que les données chiffrées sont impuissantes à éclairer (approche qualitative, tendances à très court terme que les indicateurs ne pourront traduire qu'au bout d'un certain temps). L'OFDT a sollicité des auteurs dont les travaux de recherche présentent des garanties scientifiques. Le contenu des textes n'engage cependant qu'eux-mêmes.

La collection "bleue" : Les rapport d'études OFDT

La collection "bleue" correspond à la publication des rapports finaux des études financées par l'OFDT.

Une plus large diffusion des différentes publications OFDT, notamment des rapports d'études, nous a amenés à réfléchir à une modification du type et du format d'impression jusqu'alors utilisés. L'impression offset va remplacer l'impression numérique (dès 2000) en raison des gains qu'elle entraîne en termes de qualité d'impression et de coût .

Afin d'améliorer le visuel des rapports d'études OFDT, une nouvelle maquette⁹ a été élaborée en interne. Ces nouveaux visuel et format (A5) seront appliqués aux rapports qui paraîtront au cours de l'année 2000

⁹ cf maquette en annexe

En 1999 ont été publiées et diffusées sous ce format les études suivantes¹⁰ :

■ Étude 11 *Évaluation en milieu scolaire d'un programme de prévention primaire en matière de toxicomanie*, INSERM U472, Paris, OFDT, 109 p., janvier 1999

Tirage : 350 ex.

Diffusion : 250

■ Étude 12 *Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité*, Villes et Mouvements, Paris, OFDT, 52 p., Mars 1999

Tirage : 150 ex.

Diffusion : 100

■ Étude 13 *Les conduites déviantes des lycéens*, CADIS, Paris, OFDT, 243 p., Avril 1999

Tirage : 450 ex.

Diffusion : 320

■ Étude 13bis *Les conduites déviantes des lycéens dans les établissements classés en ZEP et dans les autres*, CADIS, Paris, OFDT, 46 p., Avril 1999

Tirage : 450 ex.

Diffusion : 320

■ Étude 14 *Les lycéens parisiens et les substances psychoactives : évolutions*, INRP Paris X, Paris, OFDT, 170 p., Avril 1999 (*Résumé : supplément Tendances sept. 1999*)

Tirage : 450 ex.

Diffusion : 320

■ Étude 15 *Les filières produits psychotropes à partir des soirées de musique techno*, CIRED, Paris

Tirage : 400 ex.

Diffusion : 300

■ Étude 16 *Ecsta, Trip, Coke, et Speed... : Approche ethnographique de la consommation d'ecstasy et de ses dérivés, les Méthylènedioxyamphétamines, ainsi que des autres drogues licites et illicites associées*, IREP, Paris, OFDT, 123 p, Octobre 1999

Tirage : 500 ex.

Diffusion : 350

■ Étude 17, *Alcool, cannabis, ecstasy chez les 18-25 ans en Centre Bretagne*, ALEAS, Paris, OFDT, 40 p, novembre 1999

Tirage : 200 ex.

Diffusion : 130

■ Étude 18, *Caractéristiques sociales, consommations et risques chez les usagers de drogue fréquentant les programmes d'échange de seringues en France*, INSERM U88 IVS, Paris, OFDT, 62 p, décembre 1999

Tirage : 500 ex.

Diffusion : 275

■ Étude « Modes d'usage et comportements du cocaïnomanie consultant aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel Dieu de Paris », Paris, OFDT, octobre 1999, diffusion restreinte – *résumé non disponible*

Tirage : 50 ex.

Diffusion : 43

"Livrets de connaissances et "Guide grand public" – MILDT

Comme cela avait été annoncé dans le plan gouvernemental de lutte contre la drogue et de prévention des toxicomanies (1999-2000-2001) et dans le but de mettre à disposition de l'ensemble de la population des informations validées, une série de "Livrets de connaissances" a été élaborée dès la fin 1999 ainsi qu'un "Guide grand public". Cette série comprend quatre livrets. La rédaction de deux livrets a été assurée par l'OFDT. Il s'agit de :

¹⁰ cf leurs résumés en annexes

- "Drogues et usages : chiffres clefs"
- "Drogues et usages : Les dispositifs publics"

Les données fournies pour ces deux livrets et le Guide, sont extraites du rapport "Indicateurs et Tendances". Elles ont été retravaillées, afin de proposer une présentation plus "pédagogique" et bien entendu actualisées. La rédaction, les différentes étapes de validation, les relectures et corrections ont nécessité un investissement temps/personnel pour l'OFDT, non négligeable.

"Tendances"

Le périodique de synthèse thématique «**Tendances**» a été lancé en 1999 par l'OFDT. Son objectif principal consiste à mettre à disposition des décideurs, professionnels avertis et chercheurs un suivi de tendances rétrospectif et prospectif régulier et global.

Mais elle vise également à assurer :

- la valorisation de données institutionnelles existantes
- la traduction de la recherche en outil d'aide à la décision
- le développement de nouvelles problématiques et la mise en perspective des résultats des recherches nationales et internationales.

Tendances est pour le moment réalisé en interne à partir des sujets étudiés par ses chargés d'études. Le tirage moyen en 1999 était de 8000 exemplaires. Voici la liste des *Tendances* (ISSN 1295-6910) parus cette année :

- N°5, dec. 1999 : *La diffusion de l'injection intraveineuse de l'héroïne en France*
- N°4, dec. 1999 : *Drogues et toxicomanie, l'état des perceptions et opinions en 1999 : 1^{ers} résultats*
- N°3, nov. 1999 : *Les drogues synthétiques en Europe : uniformisation et généralisation du phénomène*
- N°2, sept. 1999 : *Usages de drogues et dispositifs publics : indicateurs et tendances en 1999*
- N°1, mai 1999 : *Les Français et les drogues : perceptions, opinions et attitudes 1988-1998*

Des résumés des rapports d'études financées par l'OFDT ont été insérés dans ***Tendances en tant que suppléments*** :

- *Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité*, Villes et Mouvements, sept. 1999)
- *Les lycéens parisiens et les substances psycho-actives : évolutions*, INRP - Paris X, sept. 1999)

Autres notes et articles produits par l'OFDT

- "La consommation de substances psycho-actives chez les lycéens", OFDT, avril 1999
- "Analyse secondaire d'une dizaine d'enquêtes européennes (dans le cadre du travail sur l'amélioration de la comparabilité entre les différentes enquêtes en Europe). - article pour le rapport final de l'OEDT.
- "Analyse secondaire des enquêtes existantes" (baromètre santé 95/96, baromètre-jeunes 97/98, CADIS 97, EROPP 99...)
- "La mauvaise utilisation des chiffres sur les usages de drogues" deux articles dans la revue "Pénombre", avril 1999 et octobre 1999.
- "La mise en place d'un dispositif d'observation en population générale" l'OFDT, décembre 1999 dans la revue "SWAPS".
- "La représentativité dans les Enquête en population générale sur la consommation de substances psycho-actives", revue "Psychotropes"
- "Les consommations de substances psycho-actives chez les 15-19 ans" (site Internet)
- "L'influence du mode de collecte dans les enquêtes auprès des jeunes, soumis à la "Revue d'épidémiologie et de santé publique"
- "Les tendances de l'usage de psychotropes dans les DOM" note OFDT 1999.

Internet

■ Site Internet www.drogues.gouv.fr

Un comité de pilotage associant Drogues Info Service, l'OFDT et Toxibase avait été institué en 1998 par la MILDT afin de définir et mettre en œuvre un nouveau projet de site Internet, devant se substituer au bulletin électronique dit « de Reitox France » (www.ofdt.fr). Ce comité de pilotage a finalisé en janvier 1999 un cahier des charges qui a servi de base au lancement, sous la conduite du Comité Français d'Education pour la Santé (CFES), d'une procédure d'appel d'offre. En février, une commission représentant l'ensemble des partenaires mobilisés a sélectionné, parmi 5 candidatures pour chacun des lots :

- l'agence en communication Internet Babel@stal pour la réalisation du site ;
- la société Imaginet pour l'hébergement physique.

Un important travail de réflexion a ensuite été produit par le comité de pilotage pour définir la structuration précise du site, notamment les différentes arborescences de navigation et la façon dont elles seraient introduites en page d'accueil. Ce travail a abouti en mai, et permis la réalisation d'un site test ; l'Institut Médiangles a été chargé dès le mois de juin de recueillir auprès d'un panel représentatif des publics cibles (grand public et professionnels) des premières impressions ainsi que des suggestions de réajustements.

Parallèlement, chaque partenaire du projet s'est attaché à préparer les contenus qu'il s'était engagé à fournir pour le site. L'OFDT, de par sa présence sur Internet depuis 1995, disposait d'une quantité importante d'informations statistiques déjà mises en forme :

- note de présentation de l'OFDT
- note sur l'observation des usages de drogues en France
- présentation de l'OEDT et du réseau européen d'information Reitox
- publication *Tendances*
- rapports d'études OFDT accompagnés de leur résumé
- rapport *Indicateur et tendances*
- notes de synthèses thématiques (consommation de cannabis / d'ecstasy en France).

Ces contenus ont fait l'objet, lorsque c'était nécessaire, d'une réactualisation.

Le plus gros travail de production de l'OFDT a cependant porté sur la conception et la réalisation de 3 bases de données :

- sources statistiques : réalisée à partir du répertoire des sources statistiques publié en 1997, après
- une réactualisation des données.
- tableaux statistiques : comprenant 50 tableaux issus des principales sources de données statistiques en France
- études et recherches en cours : travaux financés ou non par l'OFDT, en France.

Ces 3 bases de données ont été livrées en septembre pour le site.

La réalisation concrète du site s'est étalée sur les mois d'octobre et de novembre, dans des conditions d'urgence dues aux échéances de la MILDT en matière de communication (tenue le 10 décembre à la Sorbonne du colloque interministériel sur le thème « savoir plus, risquer moins »). La migration du site sur le serveur d'hébergement final a été finalisée début décembre, ouvrant ainsi la phase de recette par tous les partenaires. Cette phase se poursuivait encore au 31 décembre 1999 ; le site a cependant été mis en service dès le 10 décembre.

■ Site Internet www.ofdt.fr

Le site Internet www.ofdt.fr se composait au 1^{er} janvier de 3 grandes parties :

■ l'ancien bulletin électronique de Reitox France. Il ne s'agissait plus que des rubriques « Actualité », « Dossiers thématiques », « Bases de données » et « Europe », ainsi que des espaces web propres à

■ la MILDT, Drogues Info Service et Toxibase (le reste du bulletin électronique avait été fermé en 1998).

■ L'espace web OFDT version française

■ L'espace web OFDT version anglaise

Seule la rubrique « actualité » a été maintenue dans le cadre de l'ancien bulletin. L'espace OFDT français/anglais a fait l'objet d'une maintenance minimale.

A l'occasion de l'ouverture du site www.drogues.gouv.fr, le 10 décembre, toutes les pages du site ont été ôtées et remplacées par une page de re-direction, à l'exception de l'espace web OFDT en anglais. Celui-ci est conservé en l'état dans l'attente de l'ouverture de la partie anglaise du site www.drogues.gouv.fr, programmée pour l'année 2000.

Le service de documentation

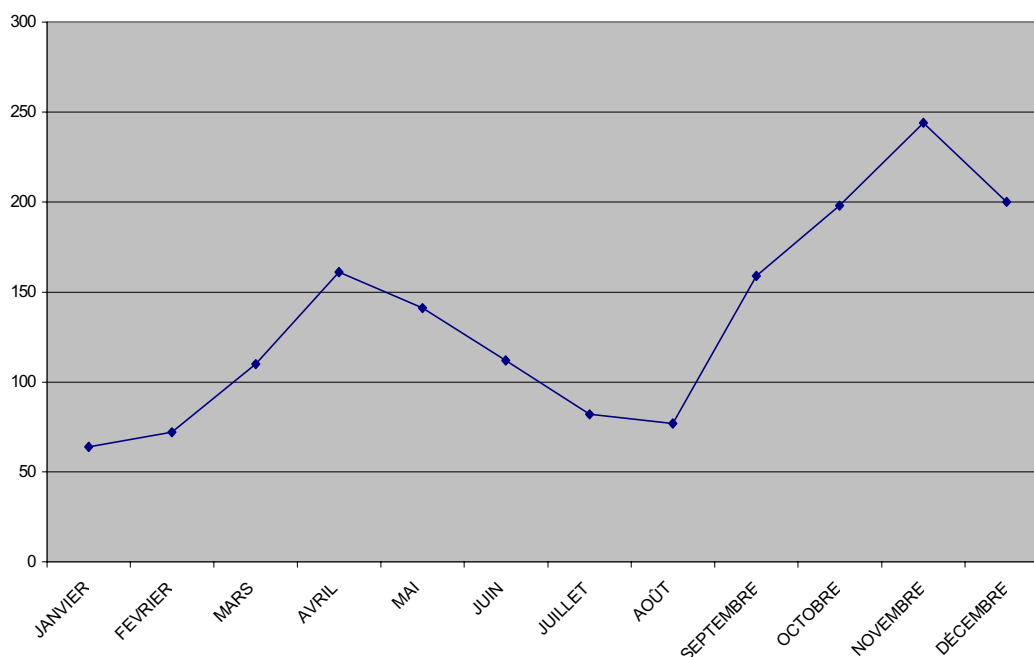
Si le centre documentaire est principalement chargé de répondre aux besoins internes, les demandes provenant de l'extérieur s'accroissent tous les ans.

■ **1620** demandes ont été traitées durant cette année (documentation et secrétariat)

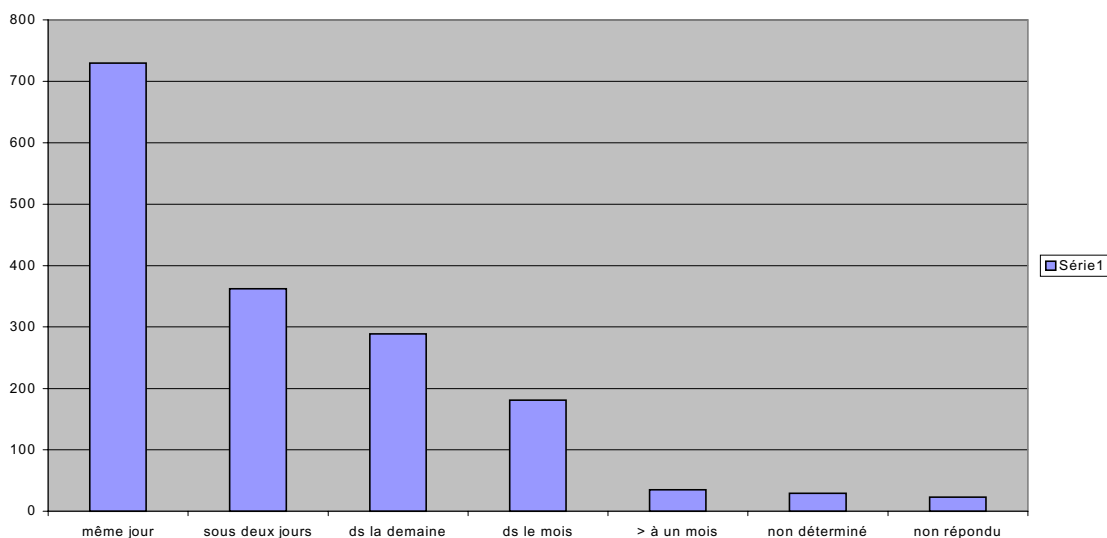
■ Le **téléphone** est le principal véhicule des demandes.

■ **45%** des demandes sont traitées le jour même et **85%** dans la semaine.

DEMANDES TRAITÉES EN 1999



ECHEANCE DE LA REPONSE



- **1 %** des demandes concerne l'envoi de données statistiques.
- **70 %** des demandes conduisent à l'envoi de publications OFDT ou OEDT et 14% des demandes sont réorientés vers un autre organisme (MILT,DIS et Toxibase principalement).
- **Plus de 70 %** des demandes de publications sont des demandes de publications OFDT.

Le service documentaire a directement bénéficié de l'extension des locaux. Il s'est installé au deuxième étage et bénéficie depuis la fin de l'année d'une espace plus vaste. De plus, la documentation a commencé cette année l'accroissement de son fonds documentaire, afin notamment de suivre l'élargissement des domaines de compétence de l'Observatoire.

Travaux européens

Contrat REITOX 1999

La contribution de l'OFDT au programme de travail de l'OEDT s'est inscrit dans le cadre des contrats REITOX 98 (couvrant la période du 1^{er} mai 1998 au 1^{er} mars 1999) et REITOX 99 (1^{er} avril 1999 au 31 décembre 1999). Nous ne nous attacherons ici qu'au second contrat (99), le premier étant développé dans le précédent rapport d'activité. L'OFDT a donc réalisé l'ensemble des tâches ("Core tasks") prévues dans le contrats REITOX CT.99.RTX.01-F et donc délivré les rapports prévus dans ce dernier.

Tableau récapitulatif
(extrait du rapport final adressé à l'OEDT)

Tâches	Commentaires
1. Rapport National	En ce qui concerne la révision des statistiques et tableaux épidémiologiques, et étant donné le chevauchement des deux contrats Reitox en 1999, une première version des tableaux vous a été envoyée en juillet et une seconde (révisée) au début du mois d'octobre. Les deux vous ont été adressées par courrier électronique.
1.1 Révision des statistiques et tableaux épidémiologiques	
1.2 Révision du rapport National	La production sur une même année de deux rapports nationaux, s'est fait au détriment de la richesse de nouveaux contenus dans le second rapport (jmc/mc/99.629) ; exception faite du développement des trois thèmes spécifiques. Pour ces contributions, nous avons sollicité trois experts français, afin qu'ils produisent un travail spécialement pour le national report. Ce travail de qualité a bien évidemment exigé un financement supplémentaire. Cette demande, ainsi que celle sur la production de données qualitatives sur les nouvelles tendances, exigent un investissement tant financier qu'humain, qui sort des demandes standardisées.
2. Mise en place de EDDRA	Comme vous avez pu le constater dans le plan de travail EDDRA qui vous a été communiqué au mois de mai (cm/99.261 – 07/05/99) un certain nombre de nouveaux projets étaient pressentis pour intégrer le base de données EDDRA.
2.1 Plan de travail 99	En dehors des projets ne rentrant pas dans le cadre de EDDRA, quelques uns seront opérationnels en 2000 et seul celui de Drogue info service (SAT national français) a pu effectivement être intégré fin 1999 (cm/99.711 – nov.1999)
2.2 Réalisations 99	Il est à noter également l'énergie qui a été consacrée à la mise au point du questionnaire APPRE au cours de cette année (adaptation du questionnaire EDDRA, qui servira indirectement ses intérêts)
3. Mise en place de l'Action Commune	Comme vous avez pu le constater dans le rapport d'état d'avancement de la mise en place en France de l'"Action commune" que vous avez reçu le 18 mai 1999 (jmc/as/99.269), cette année aura été celle de la mise en place effective de ce projet. SINTES, terme français choisi pour l'action commune, aura donc effectivement démarré en septembre (collecte des produits de synthèses au travers nos partenaires qui constituent les pièces essentielles du réseau mis en place).
	Le détail du protocole (version anglaise) et le premier rapport (interne) sont joints à l'envoi du 23 décembre (jmc/mc/99.754). Le premier rapport public sur ce projet est programmé pour le mois de février 2000.

4. Mise en place des indicateurs clefs	Un rapport concis sous forme de notes a été adressé à l'OEDT le 23 décembre 1999 (jmc/mc/99.754).
4.1 Plan de travail 99 4.2 Etat d'avancement	<p>Pour ce qui concerne les enquêtes en population générale, et dans le cadre de l'harmonisation nationale avec le reste de l'Europe, veuillez noter la publication de l'appel à projet de l'OEDT : "Joint Analysis".</p> <p>Il faut également mettre en exergue notre volonté de poursuivre notre travail dans une optique de partenariat en utilisant des approches multi-focales. C'est notamment le cas pour les deux enquêtes Baromètre Santé et l'enquête sur les violences envers les femmes. Il s'agissait de se "raccrocher" à des enquêtes existantes et ayant fait leurs preuves d'efficacité, et d'y introduire un volet toxicomanie.</p> <p>Nous contribuons également à apporter une plus-value pour ces équipes en contribuant à l'amélioration de leur méthodologie. Pour ces deux enquêtes effectuées par téléphone, nous avons participé activement à une réflexion sur les méthodes (prise en compte des téléphones mobiles, des numéros sur liste rouge...).</p>

Contributions aux travaux de l'OEDT

Séminaire Européen en France "Emerging Trend"

À la demande de l'OEDT, l'Observatoire a organisé le 8 novembre 1999 à Paris, un atelier relatif aux tendances émergentes en matière de consommation des stimulants majeurs (cocaïne et amphétamines) en Europe. Ont assisté à ce séminaire les représentants de huit points focaux européens.

L'équipe de l'OFDT a présenté la méthodologie d'analyse et les résultats préliminaires issus du premier recueil de données dans le cadre du projet TREND.

"Joint analysis"

L'OFDT a participé à un groupe européen de réflexion sur la standardisation des méthodes et des concepts autour du domaine, ainsi qu'à la rédaction de la publication des conclusions et des directives issues de ces échanges. L'un des objectifs majeurs de ce projet est d'assurer une bonne comparabilité avec l'étranger et notamment les pays de l'Union Européenne. Le travail s'est prolongé sur 1999 (traductions des questions, approfondissement des points les plus délicats, élargissement aux psychotropes licites, etc.) et a débouché sur un rapport final en septembre 1999.

Groupe Pompidou

Un des membres de l'équipe de l'Observatoire a participé aux travaux du groupe de travail en épidémiologie qui ont eu lieu au mois d'avril 1999, durant deux journées.

De plus, l'OFDT participe à l'étude "multi-villes" du groupe Pompidou. A ce titre, l'enquête relative à la ville française (Paris) retenue dans le cadre de cette étude annuelle, a été réalisée en interne.

Annexes

Les études depuis la création de l'OFDT

Les études déjà parues

- Étude 1 - *Familles et toxicomanies : initiatives privées et publiques : groupe-parents, service d'aide téléphonique, de nouveaux espaces pour la parole*, FIRST, Paris, OFDT, 202 p., Juillet 1997 (Résumé : Résultats Récents n°4)
- Étude 2 - *Étude du fichier FNAILS des interpellations pour usage de stupéfiants au niveau de l'individu*, ENSAE Junior ETUDES, Paris, OFDT, 43 p., novembre 1997 (épuisée)
- Étude 3 - *Recherche pilote sur la consommation d'ecstasy*, IREP, Paris, OFDT, 116 p., février 1998 (Résumé : Résultats Récents n°5)
- Étude 4 - *Recherche sur les usages d'ecstasy en Gironde*, CEID, Paris, OFDT, 44 p., février 1998 (Résumé : Résultats Récents n°6)
- Étude 5 - *Estimations locales de la prévalence de la toxicomanie*, ORSMIP, Paris, OFDT, 104 p., mars 1998 (Résumé : Résultats Récents n°7)
- Étude 6 - *Vers l'analyse du coût des drogues illégales*, ARMI, Paris, OFDT, 80 p., mai 1998 (Résumé : fiche OFDT)
- Étude 7 - *Les Comités d'Environnement Social*, CADIS, Paris, OFDT, 117 p., mai 1998 (Résumé : Résultats Récents n°8)
- Étude 8 - *Étude du fichier FNAILS des interpellations pour usage de stupéfiants au niveau de l'individu*, ENSAE Junior ETUDES, Paris, OFDT, 59 p., juillet 1998 (Résumé : fiche OFDT)
- Étude 9 - *Perceptions, opinions, attitudes et connaissances de la population française en matière de toxicomanie*, Paris, OFDT, 62 p., septembre 1998
- Étude 10 - *Évolution de la prise en charge des toxicomanes - Enquête auprès des médecins généralistes en 1998 et comparaison 92-95-98*, EVAL, Paris, OFDT, 49 p., novembre 1998 (Résumé : Résultats récents n°9)

- *Approche ethnographique de la consommation de cannabis en France*, IREP, juin 1997. Cette étude n'est pas diffusée par l'OFDT car elle a fait l'objet d'une publication sous forme d'ouvrage : "Le cannabis en France", R. Ingold, M. Toussirt, ed. Anthropos, 1998, ISBN 2-7178-3532-6 (Résumé : Résultats Récents n°3)

Les études publiées en 1999

Les résumés des études ci-dessous ont été réalisés par TOXIBASE.

■ **Étude 11 Évaluation en milieu scolaire d'un programme de prévention primaire en matière de toxicomanie**, INSERM U472, Paris, OFDT, 109 p., janvier 1999

Après avoir défini les enjeux de l'évaluation, en soulignant la complexité inhérente à la prévention de la toxicomanie qui est un phénomène multifactoriel, la méthodologie de l'étude est décrite. Il s'agit d'une évaluation qualitative de type ici-ailleurs : comparaison entre une ville cas, Saint-Herblain (22 classes de 3ème) et une ville témoin, Rezé (15 classes de 3ème), dont les élèves ont participé au programme sur 4 ans. Les comparaisons ont porté sur le mode de vie et la disponibilité des produits à partir des réponses à un autoquestionnaire. L'alcool, le tabac, voire le cannabis font partie de l'univers de ces collégiens et la consommation de ces produits est banalisée. Ils ont une opinion relativement libérale vis-à-vis du cannabis. Ils gardent un bon souvenir de l'action de prévention, mais remettent en question son utilité. Ils accordent un crédit de confiance aux acteurs de prévention et leur participation est active. Les actions de prévention modifient leur perception ainsi que leur consommation actuelle et future de produits. (Questionnaire joint en annexe)

MILIEU SCOLAIRE ; EVALUATION ; PROGRAMME ; METHODE ; EPIDEMIOLOGIE ; OPINION PUBLIQUE ; PREVENTION PRIMAIRE ; TYPE D'USAGE

■ **Étude 12 Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité, Villes et Mouvements, Paris, OFDT, 52 p., Mars 1999**

Cette recherche a concerné la ville de Perpignan, le département des Pyrénées Orientales, les villes de Gérone, Tarragone, Lleida et Barcelone. Des missions non prévues dans le projet initial ont été nécessaires jusqu'à Grenade et Malaga. La généralisation récente des trafics transfrontaliers d'héroïne, de cocaïne et d'autres substances psychotropes, comme la banalisation des consommations, sont essentiellement marquées par l'apparition de nouveaux profils de trafiquants : des jeunes, non consommateurs, issus des honorables familles locales, riches ou pauvres, mais assurément conservatrices des valeurs et normes locales, doublé d'une délocalisation des productions d'héroïne dans des villes moyennes. Suite à cette observation, les auteurs analysent les relations intrafamiliales, interethniques, et les problématiques des nouveaux comportements sociaux qui s'expriment à travers les nouvelles données de ce trafic. (D'après présentation des auteurs).

HEROINE ; COCAINE ; TRAFIC ; JEUNE ; ETHNIE ; FAMILLE

■ **Étude 13 Les conduites déviantes des lycéens, CADIS, Paris, OFDT, 243 p., Avril 1999**

Cette enquête rassemble les résultats d'environ 10 000 questionnaires remplis par les élèves de lycées des académies de Amiens, Bordeaux, Créteil, Grenoble, Poitiers et Rennes. Il s'agit d'un état de la situation complet et précis qui appréhende le phénomène des conduites à risque et de dépendance chez les jeunes du point de vue épidémiologique et social : les lycéens et leurs études, les conduites préjudiciables, la consommation de produits et de médicaments psychotropes, les modalités de consommation de ces produits et les opinions sur cette consommation et sur sa prévention, les facteurs contextuels et socio-démographiques en liaison avec les modalités de consommation et les opinions, le vécu scolaire et les conduites déviantes. Quelques données : les lycéens se montrent globalement satisfaits avec toutefois le souhait d'une meilleure communauté éducative ; l'absentéisme chronique, la victimisation (agressions, racket), les transgressions (insultes, dégradations) sont des éléments notables ; de manière régulière, 10% des lycéens boivent de l'alcool, 10% prennent des médicaments psychotropes et 34% fument ; la consommation de haschich concerne 30% des lycéens ; les élèves les plus impliqués dans l'usage de drogues se disent les plus informés (connaissance de la nocivité des produits mais relativisation des risques).

ENQUETE ; EPIDEMIOLOGIE ; JEUNE ; COHORTE ; COMPARAISON ; MILIEU SCOLAIRE ; VIOLENCE ; DEVIANCE ; CONDUITE A RISQUE ; PSYCHOTROPES ; CANNABIS ; ALCOOL ; TABAC ; MEDICAMENTS ; POLYTOXICOMANIE ; REPRESENTATION SOCIALE ; PREVENTION ; CONSOMMATION ; RELATION ; OPINION PUBLIQUE

■ **Étude 13bis Les conduites déviantes des lycéens dans les établissements classés en ZEP et dans les autres, CADIS, Paris, OFDT, 46 p., Avril 1999**

Cette étude représente une analyse secondaire de l'enquête de 1997 sur les conduites déviantes des lycéens dans 6 académies de province à partir du partage de l'échantillon en 3 sous-populations : lycées classés en ZEP (6% de l'échantillon), lycées en zone difficile (8%), lycées en dehors de ces deux critères (86%). Ce document se subdivise en 5 parties : les caractéristiques des 3 sous-populations (sexe, filière, âge, hébergement, milieu social), la scolarité (valeur scolaire, études, orientation, opinion de l'élève), la vie dans le lycée (discipline, relations avec les adultes, absentéisme), les conduites déviantes (victimisation, conduites délictueuses, contextes et consommations de drogues), les opinions concernant l'usage des produits psychotropes et la prévention. Par comparaison, on constate plusieurs caractéristiques de la population en ZEP : le positionnement défavorisé dans l'ordre social et scolaire se retrouve au niveau d'une insatisfaction généralisée (expérience scolaire plus négative, davantage victimes mais aussi acteurs de violence), par contre on note une certaine sous-consommation globale de drogues licites et illicites (cannabis).

ENQUETE ; COMPARAISON ; MILIEU SCOLAIRE ; EPIDEMIOLOGIE ; REPRESENTATION SOCIALE ; CONDUITE A RISQUE ; CONSOMMATION ; PSYCHOTROPES ; INFORMATION ; ADOLESCENT

■ **Étude 14 Les lycéens parisiens et les substances psychoactives : évolutions, INRP Paris X, Paris, OFDT, 170 p., Avril 1999 (Résumé : supplément Tendances sept. 1999)**

Cette enquête à la fois épidémiologique et sociale présente un double intérêt : tout en dressant un auto-portrait des lycéens parisiens par rapport à leur vécu et à leur ressenti, elle offre un état de la situation complet et précis du phénomène des conduites à risque et de dépendance. Par comparaison avec les enquêtes précédentes, ce rapport s'attache ainsi à saisir l'évolution des consommations des jeunes mais aussi celle de leurs attitudes et comportements face aux questions et aux problèmes qui les concernent. Dans un premier temps, les lycéens parisiens sont considérés dans leurs caractéristiques essentielles (personnalité, famille, scolarité, loisirs) et leurs difficultés de vie (violence,

suicide). La deuxième partie est successivement consacrée aux consommations de médicaments psychotropes, de tabac, d'alcool et de produits illicites. La dernière partie propose une analyse de l'usage du cannabis chez les jeunes ainsi qu'une tentative de compréhension des comportements et des facteurs de risque spécifiques liés à cette consommation. A noter que cette enquête s'efforce de ramener les chiffres à une dimension plus humaine en citant les propos des jeunes. (Questionnaire joint en annexe).

ENQUETE ; METHODE ; EPIDEMIOLOGIE ; JEUNE ; MILIEU SCOLAIRE ; FACTEUR DE RISQUE ; SUICIDE ; VIOLENCE ; LOISIR ; CONSOMMATION ; PSYCHOTROPES ; MEDICAMENTS ; TABAC ; ALCOOL ; CANNABIS ; PERSONNALITE ; FAMILLE ; EVOLUTION ; COMPARAISON ; REPRESENTATION SOCIALE ; TEMOIGNAGE

■ **Étude 15 *Les filières produits psychotropes à partir des soirées de musique techno*, CIREA, Paris**

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un ensemble de recherches déjà menées sur le trafic de stupéfiants en France. La consommation et la distribution de produits psychotropes légaux et illégaux se sont associées de manière très caractéristique à un phénomène social qui s'organise et se développe autour d'un courant de musique qualifié de techno, en forte expansion et de dimension internationale. Ce travail comporte trois objectifs principaux. Premièrement étudier, pour les différents types de soirées, les pratiques de consommation sous l'angle des produits et de leur association, des rythmes et des fréquences, des quantités, des qualités, des prix et des coûts. Deuxièmement, identifier et analyser l'organisation et le fonctionnement des filières de distribution des différents produits (à la distribution finale et en amont) ainsi que les modalités de leur association avec les organisateurs de soirées. Troisièmement, étudier les techniques d'échappement des trafiquants et des organisateurs de soirées, notamment avec les nouveaux moyens de communication (y.c. Internet), face à la répression policière et les adaptations de l'action publique. (Extrait du document.)

PRODUIT ILLICITE ; LSD ; ECSTASY ; AMPHETAMINES HALLUCINOGENES ; USAGE HABITUEL ; MUSIQUE ; RAVE ; CONSOMMATION ; DESIGNER DRUGS ; REPRESSION ; TRAFIC ; POLITIQUE

■ **Étude 16 *Ecsta, Trip, Coke, et Speed... : Approche ethnographique de la consommation d'ecstasy et de ses dérivés, les Méthylènedioxyamphétamines, ainsi que des autres drogues licites et illicites associées*, IREP, Paris, OFDT, 123 p, Octobre 1999**

Une recherche initiée en 1996, et réalisée d'abord sous forme d'étude pilote, permet de souligner l'importance de la consommation d'ecstasy et de ses dérivés en France. Cet usage en augmentation concerne une grande diversité de milieux sociaux et aussi une diversité de produits et non une molécule unique. Dans les années 80, un petit groupe d'initiés étaient concernés, puis la consommation s'est répandue dans une clientèle naïve vis-à-vis des drogues et non à partir des toxicomanes. Toutefois, les anciens usagers de drogues ont ensuite, eux aussi, adopté ces produits, du fait de leur très large diffusion. On note également que la consommation initiale d'ecstasy peut jouer un rôle de catalyseur pour d'autres produits tels que la cocaïne ou l'héroïne. L'ecstasy entraîne une dépendance psychologique, souvent associée à d'autres conduites pathologiques (alcoolisme, dépression, confusion...), mais les problèmes des usagers sont peu repérés par les services de soins. Les effets de ces produits ont également une incidence sur les pratiques sexuelles à risques. (A partir du résumé d'auteur)

ECSTASY ; AMPHETAMINES ; CONSOMMATION ; INITIATION ; POLYTOXICOMANIE ; EFFET SECONDAIRE ; PREVENTION ; TRAFIC ; CULTUREL ; COHORTE ; ETHNOGRAPHIE

■ **Étude 17, *Alcool, cannabis, ecstasy chez les 18-25 ans en Centre Bretagne*, ALEAS, Paris, OFDT, 40 p, novembre 1999**

Résumé non disponible

■ **Étude 18, *Caractéristiques sociales, consommations et risques chez les usagers de drogue fréquentant les programmes d'échange de seringues en France*, INSERM U88 IVS, Paris, OFDT, 62 p, décembre 1999**

Cette enquête transversale réalisée en mars 1998 a permis de recenser les différents types de programmes d'échange de seringues, de décrire les pratiques à risque d'infection aux VIH, VHB et VHC associées à l'usage de drogue et à la sexualité des usagers. Elle a permis également d'identifier différents sous-groupes démographiques en termes de conditions de vie, de comportements d'exposition et de protection vis-à-vis de ces risques. Les informations apportées par l'étude mettent

en évidence une évolution des consommations caractérisée par une forte utilisation des médicaments et la polytoxicomanie.

USAGER ; REDUCTION DES RISQUES ; CONSOMMATION ; SOCIAL ; CONDUITE A RISQUE ; EPIDEMIOLOGIE DESCRIPTIVE ; SEXUALITE ; VOIE INTRAVEINEUSE ; ECHANGE DE SERINGUES ; VIH ; HEPATITE ; MEDICAMENTS ; POLYTOXICOMANIE

■ **Étude « Modes d'usage et comportements du cocaïnoman consultant aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel Dieu de Paris », Paris, OFDT, octobre 1999, diffusion restreinte – résumé non disponible**

Les études à paraître en 2000

- Rapport Tendances récentes - Trend mars 2000
- Rapport Tendances récentes - Trend novembre 2000
- Rapport EROPP : Enquête d'opinion et de perception sur la toxicomanie
- Rapport ESPAD : Enquête en milieu scolaire
- Rapport ESCAPAD : Enquête annuelle au cours de la journée de préparation à la défense.
- Le coût social des drogues illicites (ARMI)
- Evaluation du Bus méthadone (IREP)
- Drogues aux Pays-bas (ARMINES et CNRS-CESDIP URA 313)
- Carrières, territoires et filières pénales (IFRESI)
- Toxicomanie et délinquance : trajectoires pénale (CNRS/CESDIP)
- Psychotropes et dépendances (ENSP/Université Nancy I)
- Les urgences comme observatoire des complications aiguës des nouveaux modes d'usage et des nouvelles drogues (Hôpital Fernand Widal / Espace Murger)
- Estimation locales de la prévalence de l'usage d'opiacés (ORSMIP)
- Injection intraveineuse de Buprénorphine haut dosage par les usagers de drogues (Association REAMI)
- Evaluation des Points-écoute (RESSCOM)
- Evaluation des Intervention de prévention en milieu scolaire (association ADRESSE)
- Rapport d'activité OFDT annuel sur l'évaluation
- Rapport de recherche LIRESS
- Evaluation et suivi des patients toxicomanes en médecine générale (ARES 92)
- Le consommateur de produits illicites et l'enquête de police judiciaire (CESDIP)
- Le mode d'administration intraveineux de l'héroïne en France (RESSCOM)

Maquette de la nouvelle formule des études

Page de couverture et sommaire du rapport « Indicateurs et Tendances » édition 1999

Base de données indicateurs départementaux

Indicateurs liés à l'usage des drogues pour le département

Gironde 33

Année 1998

	Gironde 33	France Métropolitaine	Rang de classement par rapport à l'ensemble des départements pour chaque indicateur
Drogues illicites			
Population des 20-39 ans (source : INSEE)(1)	388244	17 255 387	10
Nombre de recours des usagers de drogues illicites au système sanitaire et social au cours du mois de novembre 1997 (source : DREES) (2)	646	26 000	9
Nombre de recours / 10 000 habitants de 20 à 39 ans	16,6	15,4	24
Nombre de Steribox® vendus dans l'année (source SIAMOIS/IVS)	70192	2 720 016	11
Nombre de Steribox®/100 habitants de 20 à 39 ans	18,1	15,8	26
Taux de croissance des ventes de Steribox par rapport à l'année précédente (en%)	20	18	64
Nombre de boîtes de Subutex® vendues (3) dans l'année (source : SIAMOIS/IVS)	85801	3 643 194	11
Nombre de boîtes de Subutex® / 100 habitants de 20 à 39 ans	22,1	21,1	26
Taux de croissance des ventes de Subutex par rapport à l'année précédente (en%)	39	30	25
Décès par surdoses (source : OCRTIS) (4)	1	143	nc
Décès par surdose / 100 000 habitants	0,3	0,8	39
Nombre d'interpellations pour usage et usage revente d'héroïne, cocaïne et ecstasy dans l'année (source : OCRTIS)	128	11 272	24
Taux de croissance des interpellations pour usage et usage revente d'héroïne, de cocaïne et d'ecstasy par rapport à l'année précédente (en %)	-50	-24	73
Nombre d'interpellations héroïne, cocaïne, ecstasy / 10 000 habitants de 20 à 39 ans	3,3	6,7	47
Nombre d'interpellations pour usage et usage revente de cannabis dans l'année (Source : OCRTIS)	804	65 011	29
Taux de croissance des interpellations pour usage et usage revente de cannabis par rapport à l'année précédente (en %)	7	9	54
Nombre d'interpellations cannabis / 10 000 habitants de 20 à 39 ans	20,7	37,7	93
Alcool et tabac			
Décès avant 65 ans directement liés à l'alcoolisme par 10 000 h de 40 à 64 ans (source : Inserm sc8) (5)	1,5	4,0	98
Décès avant 65 ans par tumeurs de la trachée, des bronches et des poumons par 10 000 habitants de 40 à 64 ans (source : Inserm sc8) (6)	6,8	5,3	8

Notes

(1) France métropolitaine : estimation localisée de la population en 1997, INSEE

Départements d'Outre-mer : estimation à partir des données du recensement 1999 (structure par âge du recensement 1990 appliquée aux données sur données non disponibles pour 1998

(2) données non disponibles pour 1998
(3) le Subutex® est vendu sous différents conditionnements. L'ensemble des quantités vendues est ici exprimé en nombre de boîtes "théoriques" de 7 comprimés dosés à 6 mg

(4) seuls sont classés les départements où plus d'un décès a été enregistré

(5) Décès avant 65 ans par psychose et dépendance alcoolique, cirrhose, statistiques des causes de décès, Inserm SC8

(6) Décès avant 65 ans par tumeurs de la trachée, des bronches et des poumons, statistiques des causes de décès Inserm SC8

Sigles

DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, ministère de l'Emploi et de la Solidarité

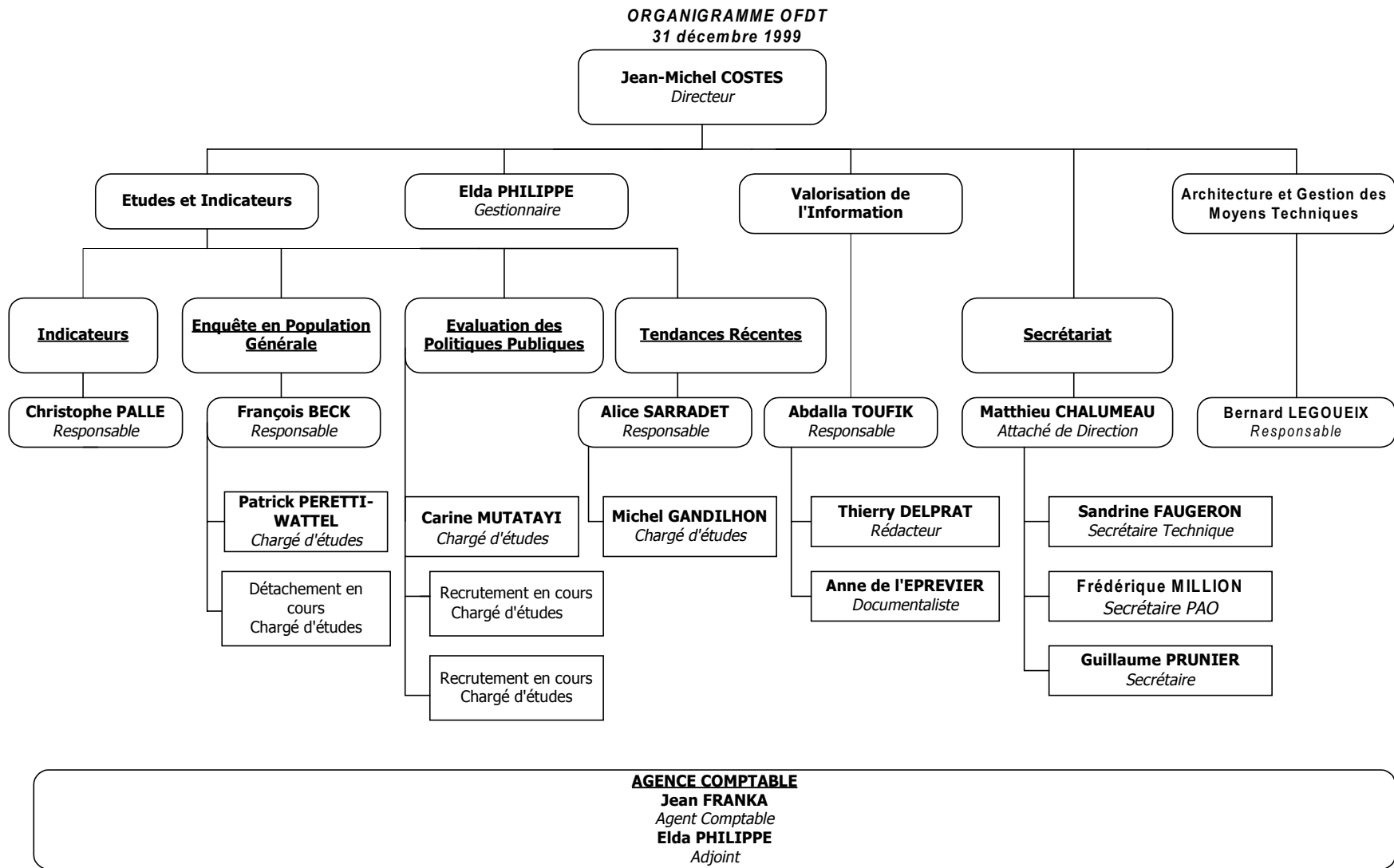
OCRTIS : Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, ministère de l'Intérieur

SIAMOIS : Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection stérile

IVS : Institut de veille sanitaire (ex Réseau national de santé publique)

INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale

Organigramme de l'OFDT au 31 décembre 1999



Lexique des abréviations

ADRESSSE : Association pour le Développement des Résidences Sociales
AFSAPPS : Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
ANIT : Association nationale des intervenants en toxicomanie
APPRE : Actions et Projets de Prévention Recensement
ARES : Association Réseau de Soins
ARMI : Association de Recherche sur les Marchés Informels
ASUD : Auto-Support et prévention du VIH parmi les Usagers de Drogues
C.E.I.P : Centre d'Etudes et d'Information sur les Pharmacodépendances
CADIS : Centre d'Analyse et d'Interventions Sociologiques
CAST : Centre d'Accueil et de Soins pour Toxicomanes
CEID : Comité d'Etude et d'Information contre la Drogue
CESDIP : Centre de recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales
CFES : Comité Français d'Education pour la Santé
CIRED : Centre International de Recherches sur l'Environnement et le Développement
CNAM : Caisse National d'Assurance Maladie
CNIL : Commission Nationale Informatique et Liberté
CNISF: Conseil National des Ingénieurs et Scientifiques de France
CNRS : Centre National de Recherche Scientifique
CSST : Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes
DAP : Direction Administrative Pénitentiaires
DGDDI : Direction Générale des Droits et des Douanes Indirects
DGS : Direction Générale de la Santé
DH : Direction des Hôpitaux
DIS : Drogues Infos Services
DRAMES : Décès en Relation avec l'Abus de Médicaments et de Substances
DRESS : Direction de la Recherche, des Etudes et des Statistiques
EDDRA : Exchange on Drugs Demand Reduction Activities
ENAP : Ecole National d' Administration Pénitentiaire
ENSAE : Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique
ENSAI : Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'Information
ENSP : Ecole Nationale de Santé Publique
ENVEFF : ENquête sur les Violences Envers les Femmes
EROPP : Enquête sur les Représentations, Opinions et Perceptions sur les Psychotropes
ESCAPAD : Enquête sur la Santé et les comportements Appel Préparation à la Défense
ESPAD : European School Survey and Alcohol and Other Drugs)
EVAL : Evaluation médicale sociale santé publique
FETE : Formation Etude en Toxicomanie de l'Est
FIRST : Formation Information Recherche Sida Toxicomanie

FNAILS :Fichier National des Infractions à la Législation des Stupéfiants
FNORS : Fédération Nationale des Observatoires Régionaux de la Santé
GDR : Groupement de Recherche
I.D.A : Indicateurs D'Alcoolisation
I.D.T : InDicateurs Tabac
IFRESI : Institut Fédératif Recherche Economies Sociétés Industrielles
INJEP : Institut National Jeunesse et Education Populaire
INRP : Institut National de la Recherche Pédagogique
INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
INSERM : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
IREP : Institut de Recherche et d'Etudes sur les Pharmacodépendances
IVS : Institut de Veille Sanitaire
LIRESS : Association d'ethnologues-sociologues spécialistes du milieu des raves et techno
MDM : Médecins du Monde
MILDT : Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie
OCRTIS : Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants
OEDT : Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies
OPPIDUM : Observation de Produits Psychotropes Illicites ou détournés de leur Utilisation Médicamenteuse)
ORSMIP : Observatoire Régional de la Santé en Midi Pyrénées
OSIAP : Ordonnances Suspectes, Indicateurs d'un Abus Possible
PHRC : Programme Hospitalier de Recherche Clinique
REITOX : Réseau Européen d'Information sur les drogues et les TOXicomanies
RESSCOM : Recherches Social, Santé, action Communautaire
RNDP : Réseau National de Documentation sur les Pharmacodépendances (Toxibase)
SAT : Service d'Aide aux Toxicomanes
SEDAP : Société d'Entraide et d'Action Psychologique
SIAMOIS : Système d'Information sur l'Accessibilité au Matériel Officiel d'Insertion Stérile
SINTES : Système d'Identification National des Toxiques et Substances
T.G.I : Tribunal de Grande Instance
TREND : Tendances Récentes Nouvelles Drogues
UPS : Unité Pour Sortants
VHB : Virus de l'Hépatite B
VHC : Virus de l'Hépatite C
VIH : Virus de l'Immuno déficience Humaine
ZEP : Zone d'Education Prioritaire

OFDT

Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies

105 rue La Fayette
75 010 Paris

Tél : 01 53 20 16 16
Fax : 01 53 20 16 00
e-mail : ofdt@ofdt.fr

Site web : www.drogues.gouv.fr

